



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

URSS CE N'EST PAS LE COMMUNISME MAIS LE CAPITALISME QUI S'EFFONDRE

■ La précipitation des événements en URSS, leur importance, bouleversent totalement les données de la situation mondiale sur tous les plans : politique, économique, géographique et social.

Aujourd'hui, les convulsions qui agitent ce pays-continent qui couvre à lui seul un sixième des terres émergées, participent pleinement de ce gigantesque chamboulement planétaire, de cette impressionnante accélération de l'histoire.

Et cet irréversible processus délirant qui affecte chaque jour davantage un Etat bourgeois qui, il y a peu encore, constituait la deuxième superpuissance mondiale, est l'éclatante manifestation une fois de plus de la faillite totale du système capitaliste.

Car contrairement à ce que nous rabâchent sans cesse tous les thuriféraires de l'idéologie bourgeoise, depuis l'école jusqu'aux médias en passant par les gauchistes, ce qui se décompose à l'heure actuelle en URSS, ce n'est sûrement pas le communisme, mais son antithèse, une forme particulière du capitalisme d'Etat : le stalinisme (cf. notre article p. 8).

L'URSS S'ENFONCE DANS LE MARASME ECONOMIQUE

Où va l'URSS ? La récente signature du nouveau fameux, à vrai dire fumeux, traité de l'Union, est-elle la première pierre d'un nouvel édifice démocratique garantissant un minimum de stabilité économique et politique entre les républiques de feu l'Union Soviétique ? Sûrement pas, car encore faudrait-il que la situation économique s'améliore et tel n'est

pas le cas, en réalité tout s'effondre !

Déjà, rappelons que l'an dernier, un rapport économique mené sous les auspices de Boris Eltsine prévoyait un passage à l'économie de marché en cinq cents jours. Connu sous le nom de "programme de cinq cents jours", celui-ci a été quelque peu remanié. En effet, l'un des principaux artisans de ce document, l'économiste Yavlinski, déclarait récemment qu'il faudrait au minimum désormais tabler sur cinq ans. En fait, il le reconnaît lui-même, pourquoi pas six ou sept ? Ni lui, ni personne n'en sait rien ! Et pour cause, l'économie en URSS ne cesse de se dégrader et cette détérioration a connu une violente accélération depuis le début de 1991. Au cours des six premiers mois, la production intérieure a chuté de 10 %, les importations de 50 % et les exportations de 23,4 %. Le pays est au bord du krach financier, alors que l'oxygène des capitaux occidentaux ne cesse de se raréfier non seulement à cause du chaos qui se développe, ce qui n'incite personne à investir, mais surtout parce que le marché soviétique est totalement insolvable. Il s'agit bien là d'un gouffre financier impossible à combler et ce d'autant plus que les Etats de l'Ouest, rongés par le cancer de l'endettement, se trouvent dans l'incapacité de prêter les sommes nécessaires. Quant à la possibilité pour l'URSS d'exporter sur le marché mondial des produits manufacturés ou des matières premières, cela s'avère très difficile dans la mesure où son appareil productif est totalement obsolète, non compétitif. La planète entière croule déjà sous la surproduction généralisée ! En un mot, donc, de moins en moins de place pour tout le monde, et encore moins pour l'URSS ! Mais concrètement, ces statistiques économiques bourgeoises se traduisent sur le terrain

par un véritable calvaire quotidien pour 290 millions de Soviétiques. Par exemple, il y a quelques semaines encore, le kilo de viande qu'on pouvait se procurer sur les marchés kolchoziens (les seuls endroits où il y en ait) ne se trouvait pas à moins de 30 roubles. Or le salaire moyen est d'environ 250 roubles par mois (soit 750 FF au cours "très" officiel), en conséquence, un kilo de viande coûte au moins un dixième du salaire et il en va de même pour tous les autres produits de première nécessité comme le lait, le beurre, le pain, les légumes. A ce tarif-là, on peut crever ! Cependant, dès à présent, ces cas de figures, pourtant dramatiques, tendent à être dépassés dans le sens du pire. Eh oui ! La circulation des billets a tellement augmenté ces dernières semaines, du fait de la création monétaire par les républiques, que le rouble ne vaut plus rien à l'intérieur de l'Union. Seules les devises étrangères tendent à être acceptées, à tel point que ceux qui n'en détiennent pas ont recours au troc : la cigarette Marlboro est en passe de devenir l'étalon monétaire en Russie. Et les économistes russes de déclarer : "La limite de la spirale inflationniste dépend de la vitesse de rotation des machines à imprimer les billets de banque." Cela veut dire en clair que d'ici peu, en Russie, à l'instar de l'Allemagne en 1923, il faudra payer son pain avec une brouette pleine de roubles ! Et c'est en s'appuyant sur cette tragédie que la bourgeoisie, par le biais de ses écrivassiers et autres pisse-copies, peut affirmer que la douloureuse transition vers l'économie de marché risque finalement, elle le reconnaît à présent, de ne jamais aboutir. Son explication, elle est simple : cela serait le fruit de soixante-dix ans de communisme qui ont tout gâté. Le

(SUITE PAGE 2)

YUGOSLAVIE DERRIERE LA GUERRE CIVILE, LA GUERRE DES GRANDES PUISSANCES

■ Villages anéantis, cadavres dégageés des décombres, populations livrées à des massacres inter-ethniques absurdes, à la merci de la soldatesque de tous bords comme de tireurs isolés ou bien fuyant les bombes et la désolation n'importe où devant elles. Ces images d'horreur et de barbarie dont les médias nous abreuvant quotidiennement depuis trois mois, ce spectacle désespérant d'une guerre civile interminable, ne nous parvient pas d'une lointaine contrée d'Afrique en proie à des luttes tribales ni avec le parfum exotique d'un pays oriental qui serait dominé par un tyran sanguinaire ou un ayatollah fanatique.

Ce chaos qui ne fait que s'aggraver chaque jour davantage se situe en plein milieu de l'Europe, aux portes des principales puissances européennes occidentales. C'est à quelques centaines de kilomètres des grandes concentrations industrielles d'Italie du Nord et de l'Autriche que les convulsions sanglantes qui accompagnent l'éclatement de la fédération yougoslave, se traduisent par des morts qui ne se comptent déjà plus par dizaines chaque jour mais par centaines. C'est en face du port italien d'Ancone sur l'Adriatique qu'une métropole en état de siège comme Zagreb vit dans la terreur quotidienne des bombardements.

LA YUGOSLAVIE EST UN CONCENTRE DE LA DECOMPOSITION ET DU CHAOS MONDIAL

A l'intérieur des anciennes frontières yougoslaves, les cliques nationalistes, les fractions bourgeoises qui s'affrontent sont poussées à agir ou réagir de façon totalement irrationnelle. A travers les exactions et les massacres auxquels se livrent leurs armées ou leurs milices, leur combat-même a perdu tout sens et tout intérêt véritable.

Du côté des autorités de la Croatie, la revendication de l'indépendance pour cette république ne repose sur aucune

possibilité d'amélioration des positions du capital national. Au cas où leur but serait atteint et si cette "nation" accédait à une quelconque "indépendance", la simple lecture d'une carte géographique mettrait en évidence les difficultés supplémentaires qui ne manqueraient pas de surgir du fait de la position et de la forme de ses frontières : pour aller de Dubrovnik à Vukovar, ce n'est pas par Zagreb qu'il faut passer mais plutôt par Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine. De plus, le pouvoir du président croate est lui-même relativement menacé par les éléments "oustachis", nostalgiques du fascisme, du parti du Droit qui entretient ses propres milices nationalistes, ce qui laisse mal augurer de la stabilité d'une Croatie "indépendante".

Du côté des autorités "fédérales", c'est-à-dire de la Serbie, la tentative de soumettre la Croatie ou tout au moins de conserver au sein d'une "grande Serbie", le contrôle de ses provinces où vivent des Serbes, ne permet pas non plus d'espérer des perspectives plus réjouissantes ni d'escompter de réels bénéfices sur le plan économique : le coût de la guerre actuelle et les destructions qui en résultent ne feront qu'aggraver davantage le marasme économique total dans lequel se trouve plongé le pays.

Derrière les convulsions nationales et ethniques dans lesquelles s'enfoncent ces territoires qui s'appelaient la Yougoslavie, c'est l'accélération de la décomposition du monde capitaliste et le chaos grandissant affectant le monde entier qui s'exprime. Il s'agit d'un nouveau pas en avant vers une déstabilisation mondiale. Le chaos yougoslave exprime en réalité un chaos bien plus considérable qui dépasse de loin l'avenir de la seule Yougoslavie : celui de l'ensemble des relations internationales telles qu'elles sont sorties de l'effondrement du bloc de l'Est.

Les réactions de la "communauté internationale" sont, en

effet, particulièrement significatives de ce chaos mondial. En réalité, la crise yougoslave résume et reflète tous les enjeux contenus dans le monde actuel.

LA YUGOSLAVIE : ENJEU DES RIVALITES IMPERIALISTES ENTRE LES GRANDES PUISSANCES

Au cœur de ces enjeux se trouve la tendance à la reconstitution de la puissance impérialiste de l'Allemagne à la hauteur de sa puissance économique et de sa position géographique au centre de l'Europe. Depuis le début de la crise yougoslave, c'est de façon pratiquement ouverte que la bourgeoisie allemande a soutenu les mouvements indépendantistes en Slovaquie et en Croatie. Une telle politique n'a rien

(SUITE PAGE 2)

SOMMAIRE

EFFONDREMENT DU STALINISME

- . Roumanie : les illusions coûtent cher aux ouvriers p. 2
- . Les trotskistes : derniers défenseurs du stalinisme p. 3

BARBARIE IMPERIALISTE

- . Guerre du Golfe p. 4
- . Zaïre : la "démocratie française" lâche ses chiens p. 4

FRANCE

- . Toute la bourgeoisie au secours du PCF p. 5
- . Chômage, licenciements massifs p. 5

QUESTION NATIONALE

- . Le nationalisme ne mène qu'au massacre p. 6
- . Polémique avec le PCI ("Le Prolétaire") p. 7

URSS

C'EST LE CAPITALISME QUI S'EFFONDRE

(SUITE DE LA PAGE 1)

mensonge est immonde ! La banqueroute de l'URSS et l'incapacité des Etats occidentaux à l'empêcher est en vérité la spectaculaire manifestation de la faillite d'un système qui règne sur la planète entière : le capitalisme.

VERS UN CHAOS DE PLUS EN PLUS SANGlant

Sur de telles planches pourries, il est donc manifeste qu'aucune structure un tant soit peu stable ne pourra voir le jour en URSS. Douze républiques sur les quinze qui constituaient l'Union Soviétique ont déjà proclamé leur indépendance et ce n'est pas la signature du nouveau traité de l'Union qui peut garantir un minimum d'équilibre. En effet, si certaines d'entre elles, comme l'Ukraine, vont en faire partie, c'est par nécessité. Car tout comme au sein du COMECON, le fonctionnement économique entre les républiques d'URSS reposait sur l'hyperspécialisation, la mono-industrie. C'est-à-dire que le Tadjikistan ne fournit que du coton, l'Ukraine essentiellement des céréales, la Russie des matières premières. Si bien que ces nouveaux Etats indépendants seront contraints et forcés de maintenir un minimum d'échanges entre eux, tant ils ne sont pas viables pris séparément. Cette caractéristique souligne un peu plus l'irrationalité totale des tendances nationalistes. Mais qu'on ne s'y trompe pas, le semblant d'unité qui est maintenu cache mal les dissensions croissantes à venir entre les républiques. Déjà, cet artifice juridique est pour le moins confus, et personne ne sait véritablement comment il peut fonctionner. En effet, ceux que la bourgeoisie appellent les "observateurs internationaux" ne manquent pas de relever les contradictions dont est truffée cette nouvelle constitution. Notamment, l'affirmation de l'existence d'un pouvoir central, Moscou, qui peut difficilement s'accorder avec la souveraineté de républiques qui aspirent toutes, pour la plupart, à disposer de leur propre armée, à battre monnaie. En fait, ce qui se profile, ce sont les rivalités impérialistes entre nations russe, ukrainienne, arménienne, azéri, moldave, géorgienne, pour ne citer que les plus importantes. Quand on prend la mesure de la dissémination des armes nucléaires sur l'ensemble du territoire de l'Union, cela vous glace le sang ! Mais qui plus est, à l'intérieur même des républiques, les pouvoirs politiques en place sont branlants, incapables d'agir. Car depuis le putsch raté du 19 août, l'ensemble de la nomenklatura affiliée au PC désormais interdit craint les purges et paralyse toute action. Il ne faut donc pas exclure la possibilité de nouveaux coups de force de la part de l'aile "conservatrice" de la bourgeoisie soviétique (un exemple nous en est d'ailleurs donné avec ce qui se trame actuellement en Géorgie entre partisans et adversaires de Gamsakhourdia).

Longue aussi est la liste des foyers de tension que crée ou ravive l'effondrement de l'empire : les îles Kouriles, prises au Japon par l'URSS à la fin de la seconde guerre mondiale, sont réclamées par le Japon avec une nouvelle insistance ; la frontière entre la Chine et l'URSS, la plus longue du monde et objet déjà de nombreux litiges, constitue une des plus grandes concentrations militaires du monde où les tensions ne pourront que se réveiller ; la Chine d'ailleurs, dernier grand bastion du stalinisme est elle-même exposée à de puissantes tensions politiques et nationalistes internes qui ne pourront échapper au sisme ; les antagonismes entre le Pakistan et l'Inde, qui n'ont cessé de s'aggraver ces dernières années se trouvent intensifiés ; les zones limitrophes de l'Iran

et de la Turquie, soumises déjà aux convulsions qui déchirent le Caucase (Azerbaïdjan, Arménie, Géorgie), risquent de s'enflammer à nouveau déstabilisant les minorités nationales au-delà des frontières ; enfin, toute la région frontalière avec l'Europe centrale, de la Roumanie aux pays baltes est un véritable puzzle de nationalités diverses imbriquées les unes dans les autres (Roumains, Hongrois, Allemands et ... Russes), traversées par des jalousies et de vieilles rivalités qui créeront autant de nouveaux conflits.

La secousse se fait et se fera sentir au delà des contrées qui entourent l'ancien empire. Le processus de dislocation de l'ex-bloc de l'Ouest, entamé avec l'effondrement du bloc de l'Est, ne peut qu'être accéléré par la disparition de l'ennemi commun et par l'exacerbation des antagonismes qui opposent ses composantes dans la convoitise des lambeaux de l'URSS. Même jusqu'à Cuba parviennent les effets de l'ébranlement.

Tous les ingrédients sont donc réunis pour une amplification du chaos. Ainsi, l'URSS s'avance-t-elle aujourd'hui à l'image de ce camion sans frein chargé d'explosifs du "Salaire de la peur", à la seule différence que, dans le cas présent, il n'y a plus véritablement de chauffeur ! Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'ensemble de la bourgeoisie internationale s'inquiète, d'un euphémisme, de la tournure que prennent les événements à l'Est. Les bourgeoisies américaine et européennes, tout particulièrement ces dernières, étant donné la proximité géographique, craignent deux catastrophes majeures : un dérapage nucléaire dont tout le monde pâtirait et surtout l'arrivée massive, incontrôlable de millions de migrants fuyant l'Europe de l'Est (1). (voir "RI" n° 204).

C'est pour cette raison que Gorbatchev bénéficie encore du soutien occidental. Il reste le seul représentant crédible et "légal" du maintien d'une Union entre les différentes républiques. Eltsine ne peut prétendre à ce rôle de fédérateur, lui qui s'est posé comme le représentant du nationalisme russe et qui, récemment, a plutôt joué le rôle d'épouvantail en menaçant les républiques sécessionnistes de ses propres revendications frontalières.

Quoi qu'il en soit, toutes les tentatives pour essayer de limiter le développement du chaos sont à terme vouées à l'échec, car la bourgeoisie est incapable d'aller à l'encontre du processus de décomposition de son mode de production. Ainsi la situation en Yougoslavie n'est pas un cas particulier, elle montre l'avenir à l'URSS, mais aussi à l'ensemble de la planète, si le mode d'organisation sociale capitaliste n'est pas détruit, si la classe ouvrière ne met pas un terme à l'agonie de ce système barbare.

Cependant, les mystifications démocratiques et nationalistes qui pèsent sur les ouvriers d'URSS portent aujourd'hui avec elles le risque très important d'un dévoilement de leur combat de classe derrière telle ou telle clique bourgeoise.

Cet embrigadement, tout à fait plausible, s'il se réalise, aura pour issue fatale le massacre.

Cette situation constitue donc plus que jamais un appel à la responsabilité du prolétariat des grandes concentrations industrielles d'Europe occidentale. Lui seul a l'expérience, la capacité, de mettre à nu la véritable nature de l'Etat démocratique. Lui seul, en s'attelant au renversement du capitalisme dans les pays centraux, pourra offrir une perspective à ses frères de classe de l'Est, comme à l'ensemble du prolétariat mondial et de l'humanité.

Greg.

(1) Il en arrive déjà notamment en Allemagne, en France, ce qui explique l'insistance actuelle des campagnes sur la chasse aux clandestins.

ROUMANIE

Les illusions coûtent cher aux ouvriers

■ Souvenons-nous de l'hiver 1989-90, quand la bourgeoisie, ses dirigeants politiques, ses médias, ne cessaient de nous vanter "la grande révolution roumaine", un "modèle" qu'elle avait bâti sur le mensonge et la falsification. Rappelons-nous que ce qui n'était qu'un vulgaire putsch de palais nous était présenté comme "un immense élan populaire vers la démocratie" et que des apparatchiks staliniens à moitié défroqués, comme Iliescu et Roman, grands maîtres de la manipulation et de l'intox, étaient salués en tant que "héros de la révolution" par tous les Mitterrand, Bush et consorts.

Débarrassé du "boucher des Carpates", Ceaucescu, le peuple roumain avait semble-t-il devant lui un avenir plein de promesses de paix et de prospérité et allait pouvoir enfin prendre sa destinée en main. Aujourd'hui, qu'en est-il advenu ?

Comme dans d'autres Etats de l'ancien bloc de l'Est, la mise en place d'équipes gouvernementales baptisées "démocratiques" n'a abouti qu'à encore pire. Non seulement le pays est confronté à un chaos et à une décomposition grandissants, mais la fameuse relance économique du gouvernement Petre Roman, engagée au nom de la "marche vers la démocratie" et la "libéralisation de l'économie", n'a fait qu'aggraver dramatiquement les conditions de vie et d'exploitation des ouvriers depuis un an : pénurie alimentaire, quasi-blocage des salaires, tandis que le taux d'inflation annuel est estimé à 200 %.

C'est dans ces conditions que la colère ouvrière a éclaté brutalement le 25 septembre dernier : plusieurs milliers de mineurs de Jiu, fous de rage, ont investi la capitale roumaine et se sont attaqués à plusieurs bâtiments officiels. A coups de cocktail Molotov, de manche de pioche et de barre de fer, ils ont affronté pendant plusieurs jours les forces de répression gouvernementale et notamment les unités antiémeutes.

Ce sont ces mêmes mineurs, aujourd'hui enrégimentés contre Iliescu et Roman, qui s'étaient illustrés, il y a un an à peine, à Bucarest dans le soutien musclé à cette équipe gouvernementale. A l'époque, ces ouvriers s'étaient mis au service du pouvoir en place et s'étaient faits les auxiliaires zélés de son appareil policier pour matraquer les opposants ; et cela en échange de quelques miettes et quelques privilèges. Ce petit péculé a fondu à toute vitesse et les mineurs sont tombés de haut lorsqu'ils ont réalisé qu'ils avaient été utilisés et bernés alors que leur situation actuelle est encore plus misérable qu'auparavant. Aujourd'hui, ces ouvriers paient lourdement leurs illusions, d'autant plus qu'ils se sont laissés embrigader sur le terrain de la bourgeoisie, derrière l'Etat bourgeois. Voilà ce que coûte à la classe ouvrière le fait de se placer derrière la classe dominante ou l'une de ses quelconques fractions. Si les mineurs se battent en ce moment sur le terrain de classe de leurs revendications, ils ne sont pas, du fait de leur faiblesse propre et de leur débousolement actuel, en mesure d'affirmer une perspective ouvrière autonome. Leur action violente, désordonnée et inefficace n'a de toute façon rien à voir avec un mouvement de classe conscient, organisé, qui peut servir d'exemple aux autres prolétaires, au contraire !

Cette situation en Roumanie reflète l'impasse dans laquelle le capitalisme pourrissant maintient la classe ouvrière. Voilà pourquoi celle-ci doit se garder de toute illusion vis-à-vis de ce système et de ses tenants, de quelque bord qu'ils soient. Sinon elle va à sa perte.

JD (29.9.91)

YUGOSLAVIE

DERRIERE LA GUERRE CIVILE , LA GUERRE DES GRANDES PUISSANCES

(SUITE DE LA PAGE 1)

de surprenant : ces deux régions constituent un point de passage indispensable pour toute ouverture de l'impérialisme allemand vers la Méditerranée. Pour l'Allemagne, c'est une question de la plus haute importance puisqu'un pays ne saurait aujourd'hui prétendre à une stature internationale s'il n'a pas les moyens d'intervenir en Méditerranée. La Slovénie, dont l'indépendance est pratiquement un fait acquis ne permet pas une telle ouverture maritime puisqu'elle ne dispose d'aucun port important. C'est pour cela qu'une Croatie "indépendante", que l'Allemagne pourra facilement vassaliser par l'intermédiaire de son allié autrichien (la Croatie ayant longtemps été une composante de l'empire austro-hongrois) fait partie des objectifs diplomatiques présents de l'Allemagne.

C'est bien l'importance que l'Allemagne attache à l'indépendance de la Croatie qui détermine pour une bonne part l'importance que la bourgeoisie américaine attache au maintien de la Croatie au sein d'une Yougoslavie replâtrée. Dans la crise yougoslave, les Etats-Unis ont fait preuve jusqu'à présent de beaucoup de discrétion. Cela ne signifie pas cependant qu'ils ne sont pas présents.

Les velléités impérialistes des autres grandes puissances que les USA ont tenté de juguler, les tendances dominantes au "chacun pour soi" que la Maison-Blanche a voulu repousser au maximum à travers la démonstration militaire américaine dans la guerre du Golfe, se manifestent à l'heure actuelle avec une vigueur nouvelle (voir notre analyse de la signification de la guerre du Golfe dans les numéros de RI de septembre 90 à mars 91). L'Allemagne qui, il y a six mois courbait l'échine devant les USA, a commencé à relever la tête au bout de trois mois, à la première occasion, fournie par la crise yougoslave.

Mais aujourd'hui, il n'est pas sans intérêt pour la première puissance mondiale que s'étale aux yeux du monde entier l'incapacité manifeste des grandes puissances européennes à apporter par elles-mêmes la moindre solution à la crise yougoslave. La totale impuissance des Etats européens et de l'Europe comme un tout (CEE, Union de l'Europe Occidentale) ne peut que souligner ce que la guerre du Golfe voulait précisément mettre en évidence : seuls les Etats-Unis ont la capacité de faire la police dans toutes les parties du monde, afin de défendre leur propres intérêts impérialistes.

En fait, à travers ses alliés fidèles que sont la Grande-

Bretagne et les Pays-Bas, les Etats-Unis font tout pour que la CEE "laisse faire les choses". En clair, que l'armée fédérale, en réalité l'armée serbe qui, acculée, emploie de plus en plus les grands moyens, notamment en procédant à la mobilisation de ses réservistes et en déployant ses blindés aux endroits les plus stratégiques, donne une bonne leçon à la Croatie et l'empêche de parvenir à l'indépendance ou bien qu'elle lui fasse payer très cher une telle indépendance. C'est comme cela qu'il faut comprendre le veto apporté par la Grande-Bretagne à l'initiative franco-allemande d'envoi d'une force d'interposition en Yougoslavie. La préoccupation majeure et globale des Etats-Unis demeure d'empêcher la formation d'un nouveau bloc autour de l'Allemagne et de limiter le chaos d'où qu'il vienne, ce qui ne les empêche pas, comme on l'a vu en Irak, d'y participer à l'occasion.

Cette préoccupation est d'autant plus renforcée qu'il s'agit de faire barrage à des prétentions allemandes qui montrent que ce pays se pose de plus en plus nettement en puissance impérialiste de première importance, en rivale directe des USA.

Car il ne faut pas se leurrer : les expressions d'une tendance à reconstruire de nouveaux blocs qui se manifestent dans la situation actuelle ne constituent nullement aujourd'hui un facteur de stabilisation quelconque de la situation mais fait au contraire partie de ce chaos et viennent encore l'aggraver.

L'ECLATEMENT DU MYTHE DE L'UNITE EUROPEENNE

Déjà la guerre du Golfe avait mis en évidence qu'il ne peut exister de "bloc européen" regroupé au sein de la CEE par exemple. Comme la presse bourgeoise l'a signalé avec inquiétude, la CEE traverse aujourd'hui la crise la plus grave de son histoire. Le problème qui lui est aujourd'hui posé à travers la Yougoslavie, est autrement plus important que celui du prix de la viande de porc ou des subventions aux producteurs de lait. Les différents pays de la CEE sont tiraillés dans tous les sens par leurs intérêts impérialistes respectifs et cela à un niveau bien supérieur à celui des rivalités commerciales.

L'Allemagne trouve pour l'heure des alliés occasionnels avec l'Italie, qui a ses propres visées sur la côte de Dalmatie,

et le Danemark, qui s'intéresse de près aux Pays baltes. Par contre, l'Espagne est d'autant plus attelée à la position britannique et donc américaine qu'elle n'a aucune envie que la création de nouveaux Etats indépendants ne complique le problème de ses propres régionalismes, même si, évidemment, il n'existe aucun danger immédiat que la Catalogne ou le Pays Basque se proclament "indépendants". Quant à la France, qui aspire encore à un rôle de premier plan qu'elle n'a déjà plus, elle en est réduite à jouer sur les deux tableaux en étant de plus en plus écartelée par des intérêts contradictoires : elle est favorable à une certaine indépendance vis-à-vis des Etats-Unis mais elle appréhende une trop forte puissance de son grand voisin européen face auquel elle n'entend pas démanteler ses missiles nucléaires, naguère dirigés contre l'URSS (il y a quand même eu trois guerres entre la France et l'Allemagne en moins d'un siècle).

Il est clair que l'attitude de tous les autres Etats européens occidentaux est d'ores et déjà déterminée par la bipolarisation de la rivalité entre les USA et l'Allemagne. Cela souligne et révèle l'ampleur des enjeux qui ne font qu'attiser les conflits dans la crise yougoslave.

Il n'y a par conséquent aucune illusion à se faire sur l'efficacité ou la durée du "cessez-le-feu" actuel qui n'a, pas plus que les précédents, de chance d'être respecté à terme. Au contraire, la guerre civile menace de plus en plus de se généraliser.

Mais une des expressions les plus caractéristiques de ce chaos, de cette gangrène galopante, c'est l'émergence du poison nationaliste. Contre tous ceux qui (comme les trotskistes) viennent nous parler aujourd'hui de soutien nécessaire à l'"indépendance nationale" et du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", soutenir tel ou tel camp nationaliste n'a non seulement aucun sens, aucun avenir, ne serait-ce que du point de vue d'un intérêt économique pour quiconque, mais cela revient à masquer les enjeux réels de la situation et à renforcer les sentiments d'impuissance des ouvriers en Europe occidentale. Cela revient surtout inévitablement à apporter son soutien criminel à la politique impérialiste de l'une ou l'autre de ces grandes puissances qui essaient de tirer profit du charnier yougoslave. Succomber aux chants de sirène nationalistes, ce serait accepter de se livrer pieds et poings liés à la bourgeoisie pour se laisser mener à l'abattoir.

YD (28/9/91)

LES TROTSKISTES, DERNIERS DEFENSEURS DU STALINISME

■ C'est toujours face aux grands événements historiques que se révèle clairement la frontière séparant les véritables organisations révolutionnaires de celles qui n'ont de révolutionnaire que le nom. Ainsi, avec l'effondrement de l'URSS et du régime stalinien, l'heure est maintenant venue pour les organisations trotskistes de rendre des comptes à la classe ouvrière. Car pour ce courant qui a rejoint la contre-révolution stalinienne lors de la seconde guerre mondiale (1), il n'y a aujourd'hui qu'une seule alternative : soit maintenir sa position initiale de défense de l'URSS comme "Etat ouvrier" et dévoiler ouvertement sa nature anti-ouvrière, soit remettre tout en question et disparaître de la scène de l'histoire.

C'est à cette tâche de déblayage du terrain de classe que les révolutionnaires doivent continuer à s'atteler en rappelant d'abord aux ouvriers ce qu'a été le trotskisme et ce qu'il cherche aujourd'hui à leur faire oublier.

PENDANT PRES DE CINQUANTE ANS, LES TROTSKISTES ONT ETE LES CHIENS DE GARDE DE LA CONTRE-REVOLUTION STALINNIENNE

En continuant à se réclamer du fameux "Programme de transition" de la IVe Internationale élaboré par Trotski en 1938, les organisations du courant trotskiste n'ont cessé d'inoculer dans les rangs ouvriers l'ignoble mensonge selon lequel l'URSS serait jusqu'à aujourd'hui un "Etat ouvrier", une société "en transition entre le capitalisme et le communisme" au sein de laquelle n'existerait pas l'exploitation de la classe ouvrière. C'est ainsi que la IVe Internationale, en reprenant à son propre compte cette erreur fatale de Trotski, affirmait toujours, cinquante ans après, par la voix de son "grand théoricien", Ernest Mandel : *"L'URSS reste, comme au lendemain de la révolution d'Octobre 1917, une société de transition entre le capitalisme et le socialisme. (...) La bureaucratie n'est pas une nouvelle classe dominante (...) Il s'agit d'une couche sociale privilégiée du prolétariat, qui fonde son pouvoir sur les conquêtes de la révolution socialiste d'Octobre : nationalisation des moyens de production, planification économique, monopole étatique du commerce extérieur. (...) En tant que couche sociale, elle reste adversaire d'un rétablissement du capitalisme en URSS."* (E. Mandel, "Introduction au marxisme", 1983.)

De même, Pierre Frank, cet autre grand pont de l'Internationale trotskiste, écrivait, dix ans après l'écrasement du prolétariat en Hongrie par l'Armée rouge en 1956 : *"Nous maintenons sans réserve la conception qui a présidé à l'élaboration du programme de 1938, non par simple attachement au passé et pitié envers lui, mais parce que cette conception reste plus valable que jamais, pour toutes les parties du monde."* (P. Frank, introduction au "Programme de transition").

Mais aujourd'hui que le vent tourne, écoutons ce que nous disent les trotskistes de la IVe Internationale : *"La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) a condamné sans réserve dès le 19 août le putsch stalinien dont le but était de rétablir l'ordre bureaucratique. (...) Il faut maintenant aller jusqu'au bout dans le démantèlement du pouvoir bureaucratique."* (Déclaration du comité central de la LCR, dans "Rouge" n° 1461). Ainsi, après avoir défendu, pendant des décennies, l'idée que la bureaucratie stalinienne était de nature ouvrière, voilà maintenant que ces girouettes cherchent à nous faire oublier leur crime en saluant *"sans réserve"* la chute de cette bureaucratie avec la même ferveur qu'il mettait naguère à la présenter comme une *"couche privilégiée du prolétariat"* !

Que les trotskistes, dans le passé, aient été persécutés par Staline et les staliens, qu'ils aient toujours "dénoncé" la bureaucratie comme une expression de la dégénérescence de l'"Etat Ouvrier", ne change rien à l'affaire. Ce qu'ils ont toujours cherché à faire croire aux ouvriers, c'est que cette bureaucratie était malgré tout un moindre mal, voire même un mal "nécessaire", puisqu'elle était la garante de la préservation des "acquis d'Octobre". C'est encore en s'appuyant sur la vision erronée de Trotski selon laquelle *"la bureaucratie continue à remplir une fonction nécessaire"* puisqu'elle *"est la gardienne d'une partie des conquêtes de la classe ouvrière"* (Trotski, "La Révolution trahie", 1936) que les trotskistes, pendant toutes ces années, ont cautionné et apporté leur soutien ("critique") à cette clique bourgeoise.

Alors que, dans les mêmes années 30, la Gauche Communiste (dont nous nous revendiquons pleinement) affirmait, elle, qu'il ne subsistait plus en URSS le moindre acquis de la révolution d'Octobre, Trotski, lui, continuait à s'accrocher désespérément à l'espoir illusoire de sauver la révolution russe. C'est cette dangereuse erreur, fondée sur une incompréhension de la période, qui a conduit Trotski à ne pas voir la rupture radicale entre la Russie des soviets de 1917 et l'URSS stalinienne des années 30. Mais ce qui était de la part de Trotski une erreur opportuniste extrêmement grave est devenu de la part de ses épigones de la IVe Internationale une politique ouvertement contre-révolutionnaire. Malgré son analyse erronée de la nature de l'URSS dans les années 30, et bien qu'il n'ait pas compris que la période n'était pas la même que celle de 1917, Trotski affirmait néanmoins que seule la révolution prolétarienne dans les autres pays, et notamment en Europe occidentale, pourrait sauver la révolution russe. Il affirmait que si le prolétariat européen ne se soulevait pas contre sa propre bourgeoisie dans la deuxième guerre mondiale, alors, cela signifierait que l'URSS redeviendrait un Etat capitaliste. Cela, les trotskistes de la IVe Internationale se sont toujours gardés de le mentionner. Et pour cause ! En tronquant la vision de leur maître à penser, ils pouvaient ainsi utiliser le prestige de l'ancien chef de l'Armée rouge dans le mouvement ouvrier comme feuille de vigne pour berner les prolétaires et masquer leur propre politique bourgeoise de défense du capital russe dans l'arène impérialiste mondiale.

Une preuve entre toutes les autres qui révèle encore plus clairement la nature bourgeoise de ces chiens de garde du stalinisme réside dans la manière dont ils justifient l'existence d'"acquis ouvriers" en URSS : *"planification de l'économie, nationalisation des moyens de production, monopole du commerce extérieur"*. Une telle vision révèle de toute évidence que ces gens-là ne se situent nullement du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, de ses conditions d'existence, mais du point de vue de la gestion de l'économie

nationale. Que l'économie soit planifiée ou non, que le commerce extérieur soit un monopole de l'Etat ou qu'il soit entre les mains de capitalistes privés, que les entreprises soient nationalisées ou qu'elles soient privées, cela change-t-il quelque chose pour la classe ouvrière ? Ces apprentis bourgeois ont toujours été bien en peine de répondre à la question, pour la simple raison que les conditions d'exploitation du prolétariat en URSS ont toujours été jusqu'à présent le dernier de leur souci. Et pour cause ! Puisqu'il n'y a pas de bourgeoisie, puisque l'URSS n'est pas un Etat capitaliste, il ne peut y avoir d'exploitation de la force de travail des prolétaires. Quand on sait combien de souffrances et de sacrifices a coûtés à la classe ouvrière cette "économie planifiée" si chère à nos trotskistes (exploitation féroce des sociétés esclavagistes, cadences infernales pour réaliser le "plan", misère, pénurie, déportation massive dans les camps de travail), quand on sait que, pendant toute la période stalinienne, les gestionnaires de l'économie planifiée ont glorifié le stakhanovisme comme un exemple de fidélité à la "construction du socialisme", quand on sait que l'URSS a été pendant des décennies un gigantesque camp de concentration, prétendre qu'il s'agit là d'un "Etat ouvrier", ce n'est pas seulement prendre les prolétaires pour des imbéciles, c'est clairement chercher à les enchaîner au char du capital russe et de son effroyable machine d'exploitation et d'oppression.

Quant à l'orientation de l'économie vers la satisfaction croissante des besoins humains qui devrait, pour des marxistes, caractériser une période de transition du capitalisme au socialisme, parlons-en ! Pendant plus d'un demi-siècle, cette fameuse économie planifiée considérée par les trotskistes comme le "nec plus ultra" de la prétendue "société de transition" en URSS s'est essentiellement orientée vers le développement de la production de guerre pour permettre à l'Etat stalinien de se lancer dans la course effrénée aux armements et défendre ses intérêts impérialistes sur la scène mondiale. En absorbant près d'un tiers du PNB de l'URSS, au détriment de l'industrie de biens de consommation, cette économie ("planifiée") de guerre n'a fait durant des décennies qu'accroître toujours plus le degré insupportable de misère et d'exploitation du prolétariat.

Et cette orientation du capital russe vers le développement de la production d'armements a été encore justifiée ainsi par toutes ces sinistres crapules : *"Les travailleurs doivent effectivement défendre l'URSS contre toute tentative de l'impérialisme d'y rétablir le règne du capitalisme."* (E. Mandel, ouvrage cité.) C'est encore au nom des fameux "acquis d'Octobre" que les trotskistes, pendant toute la période de la "guerre froide", ont appelé les prolétaires à s'entre-tuer pour le succès d'un camp bourgeois contre un autre en avançant le mot d'ordre de "défense inconditionnelle de l'URSS" face à l'impérialisme yankee (ce même impérialisme derrière lequel la IVe Internationale n'avait d'ailleurs pas hésité à se ranger pendant la seconde guerre mondiale lorsqu'elle participait, dans la Résistance, à la lutte contre le fascisme aux côtés de toutes les forces "démocratiques" occidentales dirigées par Roosevelt, Churchill et de Gaulle).

Dans toutes les prétendues "luttres de libération nationale" auxquelles ils ont participé depuis la fin de la guerre, notamment au Vietnam, là non plus, ce ne sont pas les intérêts de la classe ouvrière que défendaient les trotskistes, mais bien ceux de l'impérialisme russe contre le bloc américain.

Quant à la thèse de la prétendue supériorité de l'économie planifiée sur le capitalisme occidental, tant vantée par les trotskistes (qui ont repris l'idée de Trotski d'après laquelle les succès économiques de l'URSS en 1936 seraient *"la preuve expérimentale de la viabilité des méthodes socialistes"*), elle ne visait qu'un seul objectif : propager le vieux mensonge bourgeois consistant à identifier cette forme monstrueuse de capitalisme d'Etat à du socialisme.

AUJOURD'HUI COMME HIER, LES TROTSKISTES DEFENDENT TOUJOURS UN CAMP CAPITALISTE

Mais les fondements de l'idéologie contre-révolutionnaire du trotskisme n'ont pas résisté au verdict de l'histoire. La spectaculaire brutalité avec laquelle s'est effondrée, tel un vulgaire château de cartes, l'"économie planifiée" de l'Etat russe (qui n'est qu'une manifestation de l'effondrement général de l'économie capitaliste mondiale) vient aujourd'hui balayer définitivement tous les mensonges colportés pendant près de cinquante ans par ces apologistes invétérés du capitalisme d'Etat stalinien. C'est pour cela que, comme le PCF, les organisations trotskistes sont elles aussi en proie à des convulsions. Il en est ainsi, en particulier, de la LCR, aujourd'hui contrainte de s'adapter aux nouvelles données de la situation, et d'utiliser les divisions actuelles en son sein pour continuer à mystifier la classe ouvrière. C'est pourquoi on a pu lire ces déclarations fracassantes dans "Rouge" n° 1460 et 1461 : *"L'abomination stalinienne a détruit les conquêtes d'Octobre." "Ce parti-mafia en putréfaction n'avait plus rien à voir avec celui qui menait la révolution d'Octobre à la victoire." "Que cet appareil criminel, totalitaire, bureaucratique, disparaisse et c'est un pas en avant pour toute l'humanité. Les crimes du stalinisme, au regard de l'histoire, n'ont rien à envier à ceux du fascisme. Enfin, après tant et tant d'années, cette dictature qui avait écrasé la révolution d'Octobre 1917, le pouvoir des travailleurs, les idéaux du socialisme, tombe."*

Ainsi, après avoir pendant des années défendu bec et ongles que l'URSS était un "Etat ouvrier" ("dégénéré", certes, mais "ouvrier" tout de même) pour la défense duquel les prolétaires devaient accepter les pires sacrifices (y compris celui de leur vie), après avoir apporté leur soutien "critique" à la bureaucratie stalinienne, vestale des "acquis ouvriers", voilà que la LCR voudrait nous faire croire qu'elle s'est repentie en faisant table rase de toute l'idéologie qui justifiait jusqu'à présent son existence. Aujourd'hui qu'elle dénonce à cor et à cri l'horreur du régime, on se demande où sont donc passés ces "acquis ouvriers". Disparus, envolés comme par enchantement ? En opérant un virage à 180°, en mettant aujourd'hui le stalinisme sur le même plan que le fascisme, la LCR ne peut être que confrontée à ses propres contradictions car si elle continuait à maintenir sa théorie de l'"Etat ouvrier", elle serait obligée d'avouer que les prétendus "acquis d'Octobre" ne pouvaient exister qu'avec le maintien au

pouvoir de la clique stalinienne déchue. C'est d'ailleurs ce que laisse entendre, toujours à sa manière sibylline, cette autre organisation trotskiste, Lutte Ouvrière (LO), lorsqu'elle affirme que *"les appétits de la bureaucratie ont mis à mal l'économie, l'ont désorganisée à tous les niveaux, mais [qu'] ils ne l'ont pas anéantie. Encore aujourd'hui, l'ensemble de l'industrie fonctionne, même si c'est de plus en plus mal, sur les bases posées par la planification étatique. Et si les Soviétiques continuent malgré tout de manger, de voyager, de vivre, c'est grâce à cela."* ("LO" n° 1210.) Au moins avec LO, les choses sont claires : en maintenant l'orthodoxie trotskiste de défense de l'URSS et de l'ex-bureaucratie stalinienne comme un "moindre mal", cette organisation affiche ouvertement sa nature anti-ouvrière.

Quant à la LCR, c'est par le biais d'un formidable tour de passe-passe qu'elle cherche aujourd'hui à sortir de ce guépier. En témoignent ces déclarations encore plus époustouflantes : *"Il y a, entre les promesses d'Octobre et le régime policier de Staline, une discontinuité radicale. (...) Devant l'immensité inédite de l'expérience, les lacunes de la théorie (en particulier la confusion de la classe, du parti et de l'Etat, et les rapports qui en résultent entre parti et mouvements sociaux) ont sans aucun doute favorisé la victoire de la réaction bureaucratique."* (....) *Nous pensions qu'en dépit de la confiscation du pouvoir par une bureaucratie parasitaire, l'existence de rapports sociaux non capitalistes issus de la révolution représentaient des acquis aux yeux des travailleurs, qui se mobiliseraient pour les défendre. Or il apparaît qu'il n'en n'est pas ainsi. (...) Les interrogations sont d'ores et déjà suffisantes pour rendre nécessaire un réexamen critique des analyses et de leurs conséquences pratiques"*. (Texte adopté majoritairement par le comité central de la LCR, dans "Rouge" n° 1461)

Bravo ! La LCR, un demi-siècle après que la question a été tranchée par les groupes de la Gauche Communiste, semble enfin se poser (à titre posthume !) le problème de la nature de classe de l'URSS, à tel point qu'elle s'apprêterait à jeter aux poubelles de l'histoire sa vieille défroque : le "Programme de transition" de 1938 ! A écouter ses mea-culpa, on lui donnerait presque le bon Dieu sans confession. Mais toutes ces jérémiades ne sont encore que pure hypocrisie. Le "révisionnisme" de la LCR n'est, en réalité, qu'une nouvelle ruse, une nouvelle fourberie destinée à masquer sa fidélité indéfectible à l'"Etat ouvrier" et au régime stalinien.

Ainsi, à côté de cette phraséologie "radicale" qui fait dire à "Rouge" : *"A bas le pouvoir du PCUS ! Nous, trotskistes, qui avons lutté dès le début contre la révolution trahie, pour une révolution anti-bureaucratique, ne pouvons qu'être réjouis par la défaite du PCUS ! Pour la démocratie dans l'usine et la localité, contre la mainmise du PCUS"*, on trouve dans la revue théorique (destinée à un public plus restreint) de la LCR une autre déclaration qui reflète, elle, la vraie position officielle de la section française de la IVe Internationale : *"Nous sommes contre le décret interdisant les cellules du PC. (...) Nous n'acceptons pas l'interdiction du PC en tant que tel, parce que nous refusons la confusion entre la lutte nécessaire contre le parti-Etat, et son monopole, et l'interdiction d'expression des idées ou les limites au droit d'organisation de ceux qui veulent encore se réclamer du communisme."* ("Imprécor" du 29 août, supplément au n° 335. Le soulignement est de notre rédaction.) C'est toujours avec sa bonne vieille tactique du double langage consistant à dire une chose et son contraire que, d'un côté, la LCR affirme que le PCUS *"n'avait plus rien à voir avec le parti bolchevik de Lénine qui avait dirigé la révolution russe. Plus rien en dehors du nom"* ("Rouge" n° 1460) tandis qu'elle déclare, de l'autre, que ce même PCUS doit être maintenu au nom des "droits démocratiques" (sic) du parti stalinien puisqu'il aurait encore, paraît-il, quelque chose à voir avec le communisme ! Elle qui met maintenant le stalinisme dans le même sac que le fascisme n'a pourtant jamais protesté dans le passé contre l'interdiction d'organisations fascistes. Voilà le fin mot de ce "réexamen critique" des analyses de la LCR : une farce sordide, un joli tour de prestidigitation qui veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Voilà comment, à travers toutes ses contorsions, ce champion dans l'art de mystifier les ouvriers se révèle, à l'image de sa consœur LO, mais avec une hypocrisie encore plus crasse, comme le dernier rempart du stalinisme.

Sa phraséologie "radicale" d'aujourd'hui, derrière ses allures d'acte de contrition, n'est en fait qu'une nouvelle entoureloute destinée, une fois encore, à tromper la classe ouvrière et à l'enchaîner derrière la défense d'un camp bourgeois contre un autre. Car, quand on a couché pendant plus de cinquante ans dans le lit du stalinisme, il est bien difficile de se refaire une virginité !

Mais, malgré l'effondrement de tout ce qui cimentait son idéologie contre-révolutionnaire, la LCR, comme toutes les autres chapelles trotskistes, n'a pas fini d'accomplir sa fonction anti-ouvrière. C'est maintenant ce double langage, alimenté par les contradictions qui la divisent, que la LCR va exploiter à fond pour continuer sa sale besogne d'embrigadement des prolétaires derrière telle ou telle clique du capital. Ainsi, tandis que sa tendance "majoritaire" maintient la ligne orthodoxe de défense du PCUS (tout en la déguisant derrière un brouillard de déclarations "anti-staliniennes"), sa tendance "minoritaire" s'efforce, quant à elle, de semer les pires illusions au sein de la classe ouvrière. En appelant le prolétariat en URSS à se mobiliser massivement et à lutter pour la défense de la "démocratie", pour le droit "à l'indépendance nationale" (voir le texte "URSS : vive la révolution", dans Rouge n° 1461), elle ne fait rien de moins que pousser les ouvriers à se battre non pas sur leur propre terrain de classe, celui de la défense de leur conditions d'existence, mais sur un terrain bourgeois. Sur un terrain où il n'ont rien à gagner si ce ne sont des massacres, des répressions et des pogroms toujours plus sanglants.

Aujourd'hui, comme hier, les prolétaires ont tout à perdre à se laisser duper par les discours caméléons des trotskistes. Comme les staliens du PCF, qu'ils ont toujours appelé à soutenir, que ce soit sur le terrain électoral ou dans les syndicats pour saboter les luttes ouvrières, les trotskistes ont toujours été, restent et resteront jusqu'au bout les plus perfides ennemis du prolétariat.

Avril

(1) Voir notre brochure "Le Trotskisme contre la classe ouvrière".

GUERRE DU GOLFE

QUAND LA VERITE
SORT DE LA BOUCHE DES MILITAIRES

■ A l'heure où la bourgeoisie occidentale fait grand bruit contre le "communisme", contre le "marxisme", mettant en avant son modèle démocratique, vraiment "humain" celui-ci, une récente information vient nous rappeler la férocité rien de moins qu'inhumaine avec laquelle elle a mené la guerre du Golfe cet hiver : des milliers de soldats irakiens ont ainsi été enterrés vivants, sous les tonnes de sable que les chars américains poussaient délibérément dans leurs tranchées, tactique prévue et organisée par l'état-major allié.

Voilà encore un exemple de cette guerre prétendue "propre" que les alliés occidentaux ont menée contre l'Irak et le dictateur Saddam Hussein, de cette guerre dont la bourgeoisie occidentale s'est évertuée à cacher les véritables motifs, dans laquelle elle a tout fait pour dissimuler sa propre responsabilité et pour nier un des carnages les plus effrayants de l'histoire.

Mais la vérité sort de la bouche des militaires, qui ne sont pas payés pour faire dans la dentelle : "Enterrer des gens comme cela est une sale besogne, mais cela aurait été pire (?) si nous avions dû envoyer nos troupes dans les tranchées pour les nettoyer à coups de baïonnette", déclarait à propos de cette information le colonel Lon Maggart, commandant de la première brigade américaine. Autrement dit, une mesure salutaire ! De toute façon, "il n'y a pas de façon agréable de tuer en temps de guerre", surenchérit Pete Williams, porte-parole du département de la Défense des Etats-Unis, qui précise que "cette technique (!) d'enfoncement des tranchées et des bunkers n'était pas interdite par les conventions de Genève." ! Ce cynisme effrayant montre toute la mesure du "pacifisme" de nos démocrates, de ces combattants de la "liberté", et de la véracité de leurs discours.

Ainsi, la bourgeoisie occidentale s'est employée de toutes ses forces à masquer la réalité des morts et des massacres qu'elle a engendrés pendant la guerre du Golfe.

Toute sa propagande, orchestrée et organisée au plus haut niveau, avec l'aide de médias plus que jamais aux ordres de leurs maîtres, a cherché à démontrer que c'était pour "libérer" le Koweït et "sauver" la "paix" et l'"ordre international" qu'elle mobilisait 600 000 hommes, soutenus par une logistique et un armement ultra-perfectionnés, prêts à en découdre contre la soldatesque irakienne. Rappelons-nous ! Cette concentration extraordinaire d'armements plus meurtriers les uns que les autres, d'une efficacité jamais vue, cela devait, paraît-il, permettre d'éviter la guerre, en faisant peur à Hussein, la bourgeoisie alliée mettant en avant l'embargo économique, arme "pacifique", pour mieux préparer son sale coup par derrière. Puis, quand les armes ont commencé à parler, la bourgeoisie "développée", "démocratique", "libératrice", a répandu de plus belle ses vomissures mensongères : la technologie guerrière était prétendument la condition d'une guerre "propre" où il ne devait presque pas y

avoir de morts, "grâce" à la "précision" des tirs sur des objectifs "exclusivement" militaires, alors que c'est justement cette technologie qui a permis encore plus de massacres et d'horreurs.

Des milliers de soldats irakiens enterrés vivants, délibérément, dans le cadre d'une opération guerrière minutieusement planifiée depuis des mois, ce n'est certes pas pire que d'autres milliers brûlés vifs en pleine débandade par les bombes "fuel air explosive", que les milliers entièrement vidés de leurs organes par les bombes à dépression, que les milliers d'ouvriers irakiens morts sous les bombes dans les usines, ou bien encore que les 200 000 morts au moins qu'a faits cette guerre "pour le bien contre le mal".

Que Saddam Hussein soit un dictateur sanguinaire, rien n'est plus vrai, mais pas plus que ces "sauveurs" de l'humanité ; la plus ou moins grande capacité à tuer de tous ces gens ne dépend que de leurs moyens.

La bourgeoisie occidentale, pas plus que Saddam, ne s'est d'ailleurs empressée de faire un bilan de cette guerre ; elle s'est surtout vantée de n'avoir fait que des prisonniers, prenant ses grands airs de putain respectueuse et "démocratique", franche comme son or amassé depuis deux cents ans dans la boue et dans le sang. Par contre, les morts, elle les a mis sur le dos de Hussein, profitant de l'instabilité sociale et des révoltes de la faim résultant de la guerre que Saddam Hussein réprimait violemment avec les restes de son armée, et surtout profitant des révoltes kurdes du printemps qu'elle a elle-même fomentées et alimentées, de manière à reporter le plus vite possible l'attention ailleurs que sur elle-même et faire ainsi plus facilement l'économie d'un bilan de la guerre, elle se payait le luxe ignoble de provoquer ces révoltes, manipulant et jetant les kurdes dans les massacres et la famine, masquant un bain de sang par un autre bain de sang.

Deux pays, l'Irak et le Koweït "libérés", dévastés, des populations massacrées, des centaines de milliers de morts, l'utilisation d'armements plus meurtriers et vicieux que jamais, des massacres au regard desquels ceux de la deuxième guerre mondiale font eux-mêmes pâle figure. C'est cela la guerre du Golfe, pas la prétendue entreprise de salubrité internationale à laquelle la bourgeoisie occidentale a voulu faire croire. Il ne faut pas l'oublier, jamais, et bien se rendre compte que cette bourgeoisie défendra jusqu'au bout, avec la pire âpreté, le système capitaliste pourrissant dont elle est aujourd'hui le plus beau fleuron, derrière son masque "démocratique" et "humanitaire". Et il ne faut jamais oublier que c'est lorsqu'elle est la mieux fardee derrière les meilleures intentions, qu'on doit s'attendre au pire. Les ouvriers doivent en être conscients et se méfier plus que jamais des discours démocratiques de tous bords dont la bourgeoisie occidentale est passée maître.

PPR

La "démocratie française"
lâche ses chiens au Zaïre

■ Le gouvernement si "démocrate" et si "socialiste" de la France, lui qui, par la bouche de Mitterrand, se réclame, la main sur le coeur, de l'"obligation morale" faite aux grandes puissances démocratiques occidentales de sauvegarder la "paix dans le monde", montre une fois de plus son vrai visage. Lorsque l'explosion du chaos menace directement les chasses gardées de l'impérialisme français, la réponse de nos "démocrates" ne se fait pas attendre : en moins de vingt-quatre heures les légionnaires et les paras tricolores sont intervenus au Zaïre pour rétablir l'ordre, faisant plusieurs dizaines, voire des centaines de morts.

Encore une fois, l'Etat capitaliste n'a qu'une seule réponse aux émeutes de la faim et de la misère : faire donner la troupe. Et quelle troupe ! Selon un officier supérieur français, "c'est sans doute une des opérations les plus importantes que nous ayons eu à monter en Afrique". En effet, si on met à part les deux fameuses opérations sur le Tchad, Manta et Epervier, envoyées sous Mitterrand en 1983 et 1986, ce nouveau fait d'armes du gouvernement socialiste dépasse d'ores et déjà en effectifs, avec près de 1500 hommes envoyés à ce jour, toutes les expéditions militaires, dont la liste est pourtant impressionnante, montées par la France depuis les années 60 sur le continent africain.

En particulier, le parachutage de sinistre mémoire de 700 légionnaires sur Kolwezi en 1978, sous les auspices du "diamantaire" Giscard d'Estaing, à une époque où la France jouait son rôle de garde-chiourme en Afrique pour le compte du bloc occidental, n'avait pas atteint l'ampleur des moyens mis en oeuvre aujourd'hui. Et on se rappelle qu'elle avait donné lieu à l'époque à une levée de boucliers de la part des partis de gauche, PC et PS, alors dans l'opposition, contre cette "aventure militaire scandaleuse".

C'est que, quand ce sont les socialistes qui prennent en charge les expéditions militaires françaises, ils savent enrober les choses. Ainsi, à les en croire, tout ce déploiement de forces n'est là que pour des motifs tout ce qu'il y a de plus humanitaires. Ben tiens !

Motif humanitaire que celui d'"assurer la sécurité et l'évacuation des ressortissants français" comme on nous le rabâche une fois de plus à coups de médias. En vérité, le sort des ressortissants est dans cette affaire le dernier des soucis de l'Etat français (à peine a-t-il un peu plus de considération pour lui que pour celui de ces milliers de crève-la-faim que la misère a jetés dans les rues de Kinshasa). Il est clair que les paras français sont venus faire, avec les grands moyens, l'opération de police que l'armée et les forces de répression zaïroises sont incapables d'assumer, tant le niveau de décomposition de la vie sociale a atteint l'Etat et l'armée elle-même. Les paras quadrillant la ville, occupant l'aéroport, dégageant les axes de circulation et jouant, comme le dit en termes couverts "Le Monde", un rôle "dissuasif" face à la foule des émeutiers qui continuent de piller et de se rassembler dans les rues, on imagine bien ce que cela signifie sur le terrain. Et on veut nous faire croire que les centaines de morts dont les médias ont bien voulu parler n'ont été dus qu'à la maladresse des pillards, s'électrocutant avec les appareils ménagers en dévalisant les villas !

Quant à l'autre grande justification qu'on nous sert, elle consiste à nous dire que ce coup-ci, contrairement au parachutage sur Kolwezi de 1978, il n'est pas question pour les paras français de remettre en selle la dictature chancelante de Mobutu, mais au contraire de forcer l'Etat zaïrois à accéder le "processus démocratique en cours". Et revoilà la bonne cause "démocratique" à la rescousse de la soldatesque ! Cette histoire de "processus démocratique", voile pudique sur le panier de crabes que constituent les forces politiques en présence au Zaïre qui lorgnent sur le trône de Mobutu, n'est en tout cas pour la population du Zaïre qui crève de misère qu'un attrape-nigaud de plus. Comme si le "manque de démocratie" était à l'origine des émeutes, quand ce sont les troupes mêmes de l'armée qui se sont mutinées parce qu'elles n'étaient plus payées depuis des mois, quand l'économie zaïroise finit de s'écrouler, quand depuis le début du mois le FMI a cessé d'apporter la moindre aide au pays, lui reprochant non pas l'absence de "libertés démocratiques", mais tout simplement son incapacité à redresser la situation économique ! Cela donne une idée de ce qui attend maintenant la population zaïroise. Certainement pas la paix et la prospérité retrouvées grâce à l'intervention musclée du Zorro démocratique français. Mais bien plutôt une misère encore plus effroyable et pour tous ceux qui bougent les balles tricolores, socialistes, démocratiques et humanitaires de l'impérialisme français.

Que l'Hexagone sauve la mise à Mobutu ou qu'il lui trouve un remplaçant à sa botte qui soit moins "grillé", ne changera pas grand chose sur le terrain. Vu l'état de délabrement du pays et le chaos qui y règne désormais, les troupes françaises ne sont pas prêtes à se retirer.

PE

Le capitalisme porte en lui le militarisme et la guerre. Et les principales puissances mondiales, ces "grandes démocraties", parmi lesquelles la France, qui se prétendent aujourd'hui, face à un monde qui devient fou, les garantes de la paix et de la stabilité, sont en vérité les premières à massacrer, à précipiter le monde dans la barbarie. Elles nous montrent aujourd'hui une fois de plus, comme elles l'ont fait déjà en perpétrant leur gigantesque tuerie dans le Golfe, quelle réalité monstrueuse et sordide recouvre leur "démocratie" et ce que vaut le prétendu "monde de paix" qu'elles ont à nous offrir.

Lisez
notre
brochure

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

GUERRE DU GOLFE

* Hier, aujourd'hui, demain
**LE CAPITALISME
C'EST LA GUERRE**

* USA, GRANDE-BRETAGNE,
FRANCE, URSS, IRAK...
LA BOURGEOISIE,
UNE CLASSE DE GANGSTERS

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME : URSS : Ni communiste, ni Etat ouvrier dégénéré,
c'est un Etat capitaliste qui s'effondre

LILLE :

Permanence le samedi 26 octobre de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Vente de la presse au métro Bellecour (entrée côté place) chaque deuxième mercredi du mois de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le samedi 26 octobre à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h sortie métro Chartreux.
Permanence les 10 octobre et 14 novembre de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4, cours Joseph-Thierry, 1er arrond.
Vente de la presse le samedi 26 octobre de 10h30 à 11h30 au marché de la Plaine, place Jean-Jaurès.

NANTES :

Réunion publique le samedi 19 octobre à 17h à la salle de la Fraternité, 3, rue Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence le vendredi 4 octobre à 20h30 à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, le samedi 19 octobre de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Permanence tous les samedis de 18h à 20h au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.

ROUEN :

Réunion publique le samedi 5 octobre à 14h30 à la halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 25 octobre à 21h. Rendez-vous place de l'église de la Fourgette, route de Seysses.
Permanence les vendredis 18 octobre et 8 novembre à 18h30, Rendez-vous à la brasserie Saint-Exupéry, avenue Saint Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 20 octobre et 10 novembre au marché aux Légumes (près de la place Jeanne-d'Arc) de 11h30 à 12h30 et au marché aux Puces (place St-Sernin) de 11h à 12h.

TOURS :

Réunion publique le samedi 26 octobre à 17h au café-hôtel Le Bordeaux, boulevard Heurteloup.
Vente de la presse les vendredis 11 octobre et 8 novembre de 10h30 à 11h30 au marché de la place St-Paul-Sanitas.

Courant Communiste International

**Revue
Internationale** 67

4^e trimestre 1991

15 11/75 1b

EX-URSS

CE N'EST PAS LE COMMUNISME QUI S'EFFONDRE
C'EST LE CHAOS CAPITALISTE QUI S'ACCELERE

Crise économique mondiale
CRIME, MENSONGES ET MISERE

9^e Congrès du CCI

Tâches et responsabilité
de l'organisation révolutionnaire
PRESENTATION DU 9^e CONGRES DU CCI

La guerre impérialiste, la crise, les perspectives
pour la classe ouvrière dans la décomposition du capitalisme
RESOLUTION SUR LA SITUATION INTERNATIONALE
RAPPORT SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

APPEL AU MILIEU POLITIQUE PROLETARIEN

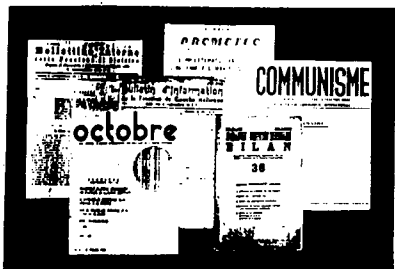
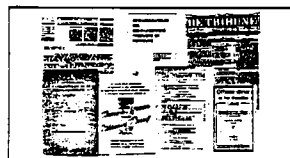
Lisez
nos brochures

Contribution à une histoire
du mouvement révolutionnaire

Contribution à une histoire
du mouvement révolutionnaire

LA
GAUCHE
HOLLANDAISE

LA
GAUCHE
COMMUNISTE
D'ITALIE



Courant Communiste International

Du PS aux trotskistes

TOUS A LA RESCOUSSE DU PCF
POUR AFFRONTER LA CLASSE OUVRIERE

■ *"La France ne peut s'offrir dans la période actuelle le luxe d'une crise politique. Il est donc temps de se ressaisir !"* C'est Edith Cresson, le premier ministre du gouvernement socialiste français qui vient de pousser ce cri d'alarme. Et elle n'est pas la seule responsable de la bourgeoisie française à s'inquiéter de l'affaiblissement important que connaît la classe politique en ce moment. Comme le déclarait, en écho au chef du gouvernement, un député socialiste : *"Il y a une crise des chefs, à gauche comme à droite, et c'est très préoccupant pour la démocratie."*

En effet, d'un côté, et ce n'est pas le pire, la droite française ne cesse de s'évertuer à justifier sa réputation de "plus stupide du monde" en étalant ses divisions internes, en multipliant ses maladroites, donc en révélant son incapacité crasse à être une alternative crédible pour gouverner; de l'autre, et c'est ce qui justifie l'essentiel de l'inquiétude de tous les dirigeants bourgeois, la gauche - dont le rôle traditionnel et fondamental, au service de la classe dominante, est d'encadrer, mystifier et museler la classe ouvrière - est aujourd'hui en pitieux état. Tous ses partis et syndicats sont frappés par le mal et parmi eux le plus atteint, victime de l'effondrement de l'URSS et du stalinisme, est le PCF.

L'AFFAIBLISSEMENT DU PCF,
C'EST CELUI DE TOUTE LA BOURGEOISIE
FRANÇAISE

Marchais et ses acolytes de la direction du PCF ont beau affirmer à qui veut bien les entendre que leur parti se porte bien, qu'il est loin d'être moribond, que la dernière "Fête de l'Huma" a été un démenti cinglant contre ceux qui veulent les enterrer, il n'en demeure pas moins que la révolte gronde dans les instances dirigeantes, que nombre d'élus stalinien sont en train de quitter le navire et que l'influence de ce parti du capital en milieu ouvrier se réduit, de jour en jour comme peau de chagrin.

Même si quelques imbéciles de la droite ou de l'extrême-droite ne peuvent s'empêcher d'exprimer leur satisfaction, pour l'ensemble de la classe bourgeoise, consciente de la gravité de cet état de fait et de ses conséquences à long terme, il n'est pas question de pavoiser quand un parti aussi important que le PCF est en train de s'effondrer. Et ce n'est pas seulement parce que ce parti lui a rendu depuis des décennies, et continue de lui rendre, d'immenses services contre la classe ouvrière, mais aussi et surtout parce qu'elle en a encore plus besoin à l'avenir. Quand, et c'est inévitable, les ouvriers exprimeront leur détermination et leur force contre la misère croissante et insupportable qui leur est imposée.

Aussi, aujourd'hui, de toutes parts, à gauche, les "bonnes volontés" s'affirment pour voler au secours du parti stalinien français. Tous sont au chevet du grand malade, pour répondre à l'appel de détresse que vient de lancer Lajoinie en déclarant : *"Il doit être clair que l'un des principaux handicaps de notre peuple (c'est-à-dire de la classe dominante, NDR), c'est celui de l'affaiblissement du PCF"*. Cet appel a, bien évidemment, trouvé un écho dans le principal parti de la gauche du capital, le PS qui compte faire tout ce qu'il peut pour sou-

tenir à bout de bras cet indispensable allié. Quand Mauroy lance : *"Si le parti communiste veut survivre, il doit changer"*, ce n'est pas une menace, mais un conseil pressant qu'il adresse à tous les stalinien. Il va même jusqu'à leur suggérer de changer leur équipe dirigeante actuelle, trop marquée par le stalinisme, pour sauver leur parti. De toutes façons, les socialistes n'ont, pour l'instant, pas l'intention de *"couper les ponts avec les communistes"* parce que c'est le seul moyen efficace qu'ils ont pour soutenir le PCF afin de lui permettre de conserver quelques élus dans les mairies et au parlement, et de les empêcher de disparaître faute de "combattants".

Aux côtés du PS, des voix plus discrètes, mais non moins vibrantes, se sont fait entendre également : ce sont celles des groupes trotskystes, tel "Lutte Ouvrière" (LO), qui, malgré leurs "critiques", ont toujours soutenu les stalinien. On comprend qu'aujourd'hui, ils se démentent eux aussi pour venir en aide à ces ennemis de la classe ouvrière. Arlette Laguiller, dans ses éditoriaux, ne ménage pas ses conseils quand elle pousse les militants du PCF à ne pas *"renoncer à lutter, ni laisser disparaître leur parti"*. C'est elle-même qui avertit : *"Les travailleurs ne doivent pas être de ceux qui se réjouiraient de la disparition du PC"*. Elle va même jusqu'à les pousser à se battre pour sa sauvegarde sinon, d'après Laguiller, *"ce serait un recul pour tous les travailleurs"*.

Oui, ce serait un recul... mais pour la classe dominante française !

De plus, cet affaiblissement du parti de Marchais n'est pas sans conséquence sur les autres fractions de gauche du capital, et notamment sur ses organes d'encadrement syndicaux au premier rang desquels se trouve la CGT. De par les liens directs qui l'unissent au PCF, la centrale de Krasucki vit aujourd'hui une période difficile marquée par une nouvelle hémorragie de ses militants et un profond désarroi parmi ceux qui restent. Mais cela ne l'empêche pas de continuer à faire son sale boulot sur le terrain des luttes ouvrières. Ce qui inquiète la bourgeoisie, c'est que cette nouvelle crise de son dispositif d'encadrement syndical vient aujourd'hui aggraver l'affaiblissement qu'il connaissait déjà ces dernières décennies à travers la perte progressive de son influence dans la classe ouvrière. Voilà pourquoi, dans les syndicats, l'heure est à la radicalisation du langage et même des centrales comme FO qui, traditionnellement, sont "pour le dialogue et la concertation", cherchent aujourd'hui à se donner une image hypercombative, espérant ainsi stopper l'hémorragie. Et dans cette tentative de redonner quelques couleurs à ces organes de l'Etat capitaliste en milieu ouvrier que sont les syndicats, les militants trotskystes ne sont pas les moins zélés. Ainsi, selon le journal bourgeois "Libération", "l'influence minorité trotskiste" de FO se serait fait entendre récemment, en appui aux discours incendiaires de Marc Blondel contre la politique gouvernementale.

REGARNIR LE FRONT SOCIAL :
UN PROBLEME MAJEUR POUR LA BOURGEOISIE

Bien que mal en point, Marchais n'en reste pas moins un responsable bourgeois expérimenté, conscient et soucieux des intérêts de sa classe. Voilà pourquoi il lançait récem-

ment, à la télévision, sur la "Cinq" : *"Dans ce pays il y a un vide, il faut le remplir... Rassemblons-nous pour combler ce vide"*. Comme pour lui faire écho, Jospin, autre éminent bourgeois, ne cesse en ce moment de répéter aux socialistes : *"Mettons le paquet sur la question sociale"*.

Aujourd'hui, en effet, derrière l'affaiblissement de toute la gauche, une question grave se pose à toute la bourgeoisie française : comment combler le vide qui se fait de plus en plus sentir sur le front social ?

Comment renforcer ses organes d'encadrement et de mystification de la classe ouvrière comme le PS, aujourd'hui discrédité par 10 ans de pouvoir et de politique anti-ouvrière, ou comme le PCF qui est malmené par les bouleversements actuels à l'Est, ou, enfin, comme les syndicats qui ne cessent de voir leur influence, parmi les ouvriers, fondre comme neige au soleil ?

C'est, en effet, un problème majeur pour la bourgeoisie que d'être capable de faire face aux réactions de la classe ouvrière en les encadrant, en les muselant, en les dévoyant sur des voies de garage, en les menant à la défaite et à la résignation. Sans cette capacité, le danger est grand pour la bourgeoisie que le prolétariat soit livré à lui-même, qu'il puisse s'affirmer en tant que classe sur son terrain en défendant ses propres intérêts contre ceux de la classe qui l'exploite ; le danger est grand qu'à travers ses luttes de résistance aux attaques capitalistes, il puisse développer sa force, son autonomie et sa conscience de classe, se donnant ainsi les moyens, de remettre en cause, à terme, l'ensemble du système d'exploitation et de domination bourgeoise.

C'est cette préoccupation vitale qui est à la base du remue-ménage qui secoue en ce moment la classe politique française, et notamment ses fractions de gauche. Voilà pourquoi elle doit tout faire pour sauver le PCF, sa structure, son organisation, de la disparition pure et simple : c'est le rôle que se sont assignés les "refondateurs" qui bénéficient aujourd'hui d'une publicité politique et médiatique d'envergure.

Voilà pourquoi dans le PS, aujourd'hui, des voix de plus en plus nombreuses cherchent à se démarquer du gouvernement et de sa politique, tel Glavany qui s'inquiétait récemment : *"Le PS doit retrouver sa capacité d'indignation"*. D'autres en sont même à se poser la question de rompre avec leur parti comme Chevènement ou Poperen qui suggèrent de "refonder la gauche" ou de "créer une nouvelle structure".

Tous sont d'accord pour chercher à retrouver *"le contact avec certaines fractions déshéritées du peuple"*.

La classe ouvrière n'a aucune illusion à se faire : demain, quand elle aura repris ses esprits et retrouvé le chemin de ses luttes, elle les retrouvera, partis de gauche, gauchistes et syndicats, dans ses pattes, tous "prêts à défendre ses intérêts". C'est pour pouvoir assumer efficacement leur sale boulot de sabotage des luttes ouvrières que toutes ces fractions bourgeoises se démentent tant aujourd'hui.

JE

Licenciements, chômage

LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE
ENFONCE LES PROLETAIRES DANS LA MISERE

■ L'enfoncement du capitalisme mondial dans la récession se traduit en France, comme partout ailleurs, par une véritable "explosion" du chômage. La seule année 1991 pourrait bien enregistrer 250 000 chômeurs supplémentaires ; actuellement 1500 ouvriers sont chaque jour "remerciés", jetés à la rue. Non seulement cette augmentation est exponentielle, les plus mauvais chiffres seront atteints en 1992, mais surtout les licenciements affectent aujourd'hui en priorité les secteurs dits de pointe comme l'informatique et les plus grosses concentrations ouvrières, notamment l'automobile et les services. Or, au moment où le fléau du chômage redevient la préoccupation première de tous les ouvriers, ces canailles qui nous gouvernent osent nous dire qu'en fait, il faudrait retirer 720 000 personnes des statistiques de l'ANPE, si l'on veut satisfaire aux critères définis par le Bureau International du Travail. Ainsi, dernièrement, Charasse, notre culotté ministre du Budget, au franc parler, a eu le cynisme de dénoncer 700 000 faux chômeurs, fraudeurs, profiteurs contre lesquels il faudrait impérativement partir en guerre.

La querelle entre les différentes fractions du PS, tourne au scandale. C'est à qui dénoncera le plus violemment les propos de Charasse, au besoin, au menace de démissionner, comme l'a fait Cambadélis (délégué PS aux droits sociaux), dénonçant les *"propos intolérables de Charasse qui... torpille la politique en faveur de l'emploi en ouvrant une polémique sur les vrais faux-chômeurs..."*. C'est à qui défendra le plus vaillamment une "vraie politique en faveur de l'emploi". Mme Aubry, ministre du travail, monte au créneau en dénonçant les faux débats : *"Il est inadmissible de faire porter la suspicion sur des centaines de milliers de chômeurs qui vivent des situations difficiles, en faisant l'amalgame avec des situations qui n'ont rien à voir"*.

Mais derrière ces remous qui agitent le PS et particulièrement les membres du gouvernement, et pour ce qui concerne la question du chômage, on peut en être sûr, tous sont d'accord sur le fond. En fait le désaccord porte davantage sur la manière d'annoncer la couleur : il s'agit d'être moins cru, plus démagogique que Charasse pour présenter leur plan "en faveur de l'emploi", l'un des plus draconiens qui soit. D'ailleurs Mme Aubry ne mâche pas non plus ses mots : *"En France pour être inscrit à l'ANPE il faut être disponible et à la recherche effective d'un emploi... Or il y a des gens qui ne remplissent pas ces deux conditions, soit qu'ils travaillent en fait, soit qu'ils ne veulent pas travailler et refusent l'emploi ou le stage qui leur est proposé pour continuer à bénéficier de l'indemnisation. Ceux-là sont des fraudeurs, il faut les sanctionner."* Voilà qui est quand même mieux amené, plus cour-

tois. Et la mesure qui va avec ce discours ? *"C'est ce que j'ai décidé de faire en renforçant les effectifs de contrôleurs qui en sont chargés et en incitant les agents de l'ANPE à la vigilance."* (Mme Aubry interviewée dans "Le Monde" du 27.09). Autrement dit, les ouvriers au chômage seront davantage contrôlés, suspectés de gaspiller, de profiter exagérément des maigres subsides que leur versait l'ASSEDIC.

Car ce qui se profile derrière cette fameuse "nouvelle orientation pour défendre l'emploi" ne constitue rien d'autre qu'une nouvelle et plus gigantesque attaque contre les chômeurs et contre l'ensemble des ouvriers au travail.

Maintenant il faut frapper et frapper fort.

La bourgeoisie a depuis longtemps fait tout ce qui était possible pour dissimuler le nombre réel de chômeurs (création de petits boulots, jeux des inscriptions et radiations à l'ANPE, traficotages de chiffres...). Aujourd'hui la réalité ne peut plus être masquée et explose au yeux de tous.

La bourgeoisie a depuis longtemps épuisé tous les palliatifs pour tenter de faire diminuer le nombre de chômeurs ou tout au moins leur assurer un minimum vital. Mais peu à peu les subsides (prélevés sur les salaires des ouvriers au travail) se sont amoindris. Les salaires sont toujours rognés au nom de la solidarité avec les chômeurs, mais ceux-ci n'en voient plus la couleur.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si une telle détermination à appliquer rapidement une politique des plus rigoureuses contre les chômeurs apparaît aujourd'hui et provoque de tels remous. C'est que cette politique est d'autant plus pressante que d'autres problèmes brûlants explosent en même temps.

- L'UNEDIC risque bien d'atteindre un niveau record de déficit de 16 milliards de francs d'ici à la fin de 1992. D'ores et déjà, les négociations autour d'une révision du régime d'assurance-chômage menacent de se solder par une nouvelle augmentation des cotisations à la charge des salariés, un retard "officialisé" de plusieurs jours pour obtenir le paiement de subsides déjà maigres, pour ceux qui ont encore "la chance" d'être indemnisés..

- Le taux de chômage avoisine aujourd'hui les 10 % (9,6 % de la population active en terme officiels). Mais pire que cela, le chômage massif s'accroît : sur un an, l'augmentation du nombre des inscrits à l'ANPE a augmenté de 10 %. La bourgeoisie reconnaît elle-même que *"cela représente le plus haut niveau jamais atteint"*. ("Le Monde" du 27.09.)

Car là aussi, la réduction des effectifs est devenue une politique délibérée qui s'applique à tous les secteurs industriels, comme au secteur public. Depuis des mois, on licencie à tour

de bras partout, on supprime des postes de travail. La liste des emplois supprimés augmente jour après jour : Bull (1000 emplois supprimés), Michelin (environ 5000), VEV Textile (1500), Thomson (1500), Citroën (1800). Mais aussi, 4600 emplois supprimés à Renault, 800 à RVI, 1000 à Peugeot-Sochaux, 900 à Chausson, 1900 à Philips, 4000 emplois à supprimer en 3 ans pour Thompson, 4 à 5000 emplois d'ici 92 à Usinor, 3000 à Air France.... Mois après mois, de nouvelles industries licencient et le nombre de licenciés devient de plus en plus massif.

On comprend dès lors que le gouvernement se précipite pour dégonfler rapidement les chiffres du chômage, on comprend également que le gouvernement socialiste n'hésite pas à pressurer davantage les salaires des ouvriers, à généraliser la restriction des allocations, se targue de trouver de nouveaux emplois (en développant tous azimuts le travail à mi-temps ou les petits-boulots). Voilà les termes exacts de son nouveau plan pour l'emploi.

MO

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

LE NATIONALISME NE MENE QU'AU MASSACRE DE LA CLASSE OUVRIERE

■ Nous assistons dans toute l'Europe orientale et en URSS, à une violente explosion de nationalisme.

Pour les propagandistes de la bourgeoisie, ces mouvements seraient une "libération", produit de la "révolution démocratique" grâce à laquelle les peuples de l'Est se sont débarrassés du joug "communiste".

L'EXPLOSION NATIONALISTE : LA DECOMPOSITION CAPITALISTE A VIF

Si une "libération" a eu lieu c'est celle de la boîte de Pandore. L'effondrement du stalinisme a libéré les violentes tensions nationalistes, les fortes tendances centrifuges qui, avec la décadence du capitalisme, ont couvé, se sont radicalisées, approfondies dans ces pays, renforcées par leur arriération insurmontable et par la domination du stalinisme, expression et facteur actif de cette arriération (1).

Dans les anciens domaines de l'Ours Russe cette décomposition a "libéré" les pires sentiments de racisme, de revanchisme nationaliste, de chauvinisme, d'anti-sémitisme, de fanatisme patriotique et religieux... qui ont fini par s'exprimer avec toute leur fureur destructrice.

"Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, couverte de crasse ; voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas lorsque, bien léchée et bien honnête, elle se donne les dehors de la culture et de la philosophie, de la morale et de l'ordre, de la paix et du droit, c'est quand elle ressemble à une bête fauve, quand elle danse le sabbat de l'anarchie, quand elle souffle la peste sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre toute nue, telle qu'elle est vraiment." (Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie*, Chap 1, p. 55).

D'habitude la bourgeoisie fait une distinction entre le nationalisme "sauvage", "fanatique", "agressif", et le nationalisme "démocratique", "civilisé", "respectueux des autres". Cette distinction est une pure supercherie, fruit de l'hypocrisie des grands Etats "démocratiques" occidentaux, dont la position de force permet d'utiliser avec plus d'intelligence et d'astuce la barbarie, la violence et la destruction inhérentes par principe à toute nation et à tout nationalisme dans le capitalisme décadent.

Le nationalisme "démocratique", "civilisé" et "pacifique" de la France, des USA et compagnie, est celui des massacres et des tortures au Viêt-Nam, en Algérie, au Panama, en Centrafrique, au Tchad, c'est le nationalisme "démocratique" de l'appui non-dissimulé à l'Irak dans la guerre du Golfe. C'est celui des deux guerres mondiales qui ont fait plus de 70 millions de morts et dans lesquelles l'exaltation du patriotisme, de la xénophobie, du racisme, ont été la couverture idéologique d'actes de barbarie qui n'ont rien à envier à ceux des nazis : les bombardements américains de Dresde ou de Hiroshima et Nagasaki, ou les atrocités de la France à l'égard des populations allemandes dans sa zone d'occupation, tant après la première guerre mondiale qu'après la deuxième.

C'est la "civilisation" et le "pacifisme" de la "libération" française lors de la défaite des nazis : les forces "républicaines" de De Gaulle et le P "C" F encourageant conjointement à la délation, aux pogroms contre les Allemands : *"A chacun son boche"*, était la consigne "civilisée" de la "France éternelle" incarnée par ces surenchérisseurs du nationalisme le plus hystérique et agressif qu'ont toujours été les staliens.

C'est le cynisme hypocrite qui consiste à favoriser l'immigration illégale d'ouvriers africains pour avoir une main-d'œuvre bon marché, soumise en permanence à l'intimidation et au chantage de la répression policière (qui suit les besoins de l'économie nationale, n'hésitant pas à renvoyer dans des conditions atroces des milliers de travailleurs immigrés dans leur pays d'origine) et qui exhibe en même temps, avec des larmes de crocodile, un "anti-racisme" attendrissant.

Toute forme, toute expression de nationalisme, fût-il grand ou petit, porte obligatoirement et fatalement la marque de l'agression, de la guerre, du "tous contre tous", de l'exclusivisme et de la discrimination.

Dans la période ascendante du capitalisme, la formation de nouvelles nations constituait un progrès pour le développement des forces productives, en tant qu'étapes nécessaires à la constitution d'un marché mondial permettant leur extension et leur développement. Au XX^e siècle, avec la décadence du capitalisme, éclate brutalement la contradiction entre le caractère mondial de la production et la nature inévitablement privée-nationale des rapports capitalistes. Dans cette contradiction, la nation, base de regroupement des bandes capitalistes dans la guerre à mort qu'elles se livrent pour le repartage d'un marché sursaturé, révèle son caractère réactionnaire, sa nature congénitale de force de division, d'entrave au développement des forces productives de l'humanité.

"D'un côté, la formation d'un marché mondial internationale la vie économique, marquant profondément la vie des peuples ; mais d'un autre côté, cela produit la nationalisation, toujours plus accentuée, des intérêts capitalistes, ce qui traduit de la façon la plus manifeste l'anarchie de la concurrence capitaliste dans le cadre de l'économie mondiale et conduit à de violentes commotions et catastrophes, à une immense perte d'énergies, posant de façon impérieuse le problème de l'organisation de nouvelles formes de vie sociale." (Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme*, 1916).

TOUT NATIONALISME EST IMPERIALISTE

Les trotskistes, extrême gauche du capital, appuis "critiques" permanents de l'impérialisme russe, font une analyse "positive" de l'explosion nationaliste à l'Est ; ils y voient la mise en pratique du "droit à l'auto-détermination des peuples", ce qui supposerait un coup porté contre l'impérialisme, une déstabilisation des blocs impérialistes.

Toute mystification s'appuie, pour être efficace, sur des fausses vérités ou des apparences de vérité. Ainsi, il est évident que le bloc impérialiste occidental voit avec embarras et préoccupation le processus actuel d'éclatement de l'URSS en mille morceaux.

Les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux n'ont, pour l'instant, aucun intérêt à l'éclatement de l'URSS. Ils savent qu'un tel éclatement donnera naissance à une énorme déstabilisation, avec des guerres civiles et nationalistes sauvages, où les arsenaux nucléaires accumulés par la Russie pourraient entrer en jeu. Par ailleurs, une déstabilisation des frontières actuelles de l'URSS aurait inévitablement des répercussions au Moyen-Orient et en Asie, libérant les tensions nationalistes, religieuses, ethniques, tout aussi énormes, qui y sont accumulées et contenues à grand peine.

Néanmoins, cette attitude, pour le moment unanime, des grandes puissances impérialistes de l'Occident est circonstancielle. Inévitablement, à mesure que s'aiguise le processus, déjà en cours, de dislocation du bloc occidental -dont le principal facteur de cohésion, l'unité contre le danger de l'Ours Russe, a disparu- chaque puissance commencera à jouer ses propres cartes impérialistes, attisant le feu de telle ou telle bande nationaliste, appuyant telle ou telle nation contre telle autre, soutenant telle ou telle indépendance nationale (voir l'article sur la Yougoslavie dans ce numéro).

Dans ce sens, la spéculation grossière sur la déstabilisation de l'impérialisme est clairement démentie, mettant en évidence ce que les révolutionnaires défendent depuis la première guerre mondiale :

"Les 'lutttes de libération nationale' sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes, grandes et petites, pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de 'soutien aux peuples en lutte' n'est en fait qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou 'socialiste'". (Principes de base du CCI).

Cependant, même en admettant que la phase actuelle de décomposition du capitalisme accentue l'expression anarchique et chaotique des appétits impérialistes de chaque nation aussi petite soit-elle, et qu'une telle "libre expression" tende à échapper toujours plus au contrôle des grandes puissances, cette réalité n'élimine pas l'impérialisme, ni les guerres impérialistes localisées, de même qu'elle ne les rend pas moins meurtrières. Bien au contraire, cette réalité avive les tensions impérialistes, les radicalise et aggrave leurs capacités de destruction.

Ce que tout cela démontre, c'est une autre position de classe des révolutionnaires : **tout capital national, aussi petit soit-il, est impérialiste, et ne peut survivre sans recourir à une politique impérialiste.**

Ce que l'époque actuelle de décomposition du capitalisme rend manifeste, c'est que toute nation, toute petite nationalité, tout groupe de gangsters capitalistes, qu'il ait pour domaine privé le territoire gigantesque des USA ou un minuscule quartier de Beyrouth, est nécessairement impérialiste ; son objectif, son mode de vie, c'est la rapine et la destruction.

Tout appui au nationalisme, même déguisé en "tactique marxiste" (le fameux "appui aux petites nations pour déstabiliser l'impérialisme" des trotskistes), éloigne le prolétariat de sa voie révolutionnaire et alimente le pourrissement du capitalisme, sa décomposition jusqu'à la destruction de l'humanité.

La seule attaque réelle, radicale, contre l'impérialisme, c'est la lutte révolutionnaire internationale du prolétariat, sa lutte autonome comme classe, dégagée et clairement opposée à tout terrain nationaliste, interclassiste.

LA FAUSSE COMMUNAUTE NATIONALE

Si le capitalisme a apporté quelque chose à l'humanité c'est la tendance à la centralisation des forces productives à l'échelle de la planète, avec la formation d'un marché mondial. Ce que révèle la décadence du capitalisme, c'est une incapacité à aller plus loin dans un tel processus de centralisation et sa tendance inévitable à la destruction, à la dislocation.

"La réalité du capitalisme décadent, malgré les antagonismes impérialistes qui le font apparaître momentanément comme deux unités monolithiques opposées, c'est la tendance à la dislocation et à la désintégration de ses composantes. La tendance du capitalisme décadent c'est le schisme, le chaos, d'où la nécessité essentielle du socialisme qui veut réaliser l'unité du monde." (Internationalisme : "Rapport sur la situation internationale", 1945)

Ce que la décomposition du capitalisme met en évidence avec acuité c'est le développement de tendances croissantes à la dislocation, au chaos, à l'anarchie toujours plus incontrôlable dans des segments entiers du marché mondial.

Si les grandes nations constituaient au siècle dernier des unités économiques cohérentes, elles sont aujourd'hui un cadre trop étroit, un obstacle réactionnaire pour tout développement réel des forces productives, une source de concurrence destructive et de guerres ; la dislocation en petites nations accentue encore plus fortement ces tendances vers la distorsion et le chaos de l'économie mondiale.

Ce que la classe ouvrière doit affirmer contre les illusions réactionnaires du nationalisme, propagées par la petite-bourgeoisie, c'est que la "communauté nationale" est le masque qui recouvre la domination de chaque Etat capitaliste.

La nation n'est pas le domaine souverain de tous ceux qui sont "nés sur la même terre", mais la propriété privée de l'ensemble des capitalistes qui organisent à partir de là, et à travers l'Etat national, l'exploitation des travailleurs et la défense de leurs intérêts face à la concurrence sans merci des autres Etats capitalistes.

"Etat capitaliste et nation sont deux concepts indissociables subordonnés l'un à l'autre. La nation sans l'Etat est aussi impossible que l'Etat sans la nation. En effet, cette dernière est le milieu social nécessaire pour mobiliser toutes les classes autour des intérêts de la bourgeoisie luttant pour la conquête du

monde, mais comme expression des positions de la classe dominante, la nation ne peut avoir d'autre axe que l'appareil d'oppression de celle-ci : l'Etat." (Bilan, n° 14 : "Le problème des minorités nationales", p. 474).

La culture, la langue, l'histoire, le territoire communs, que les intellectuels et les plumeux à la solde de l'Etat national présentent comme "le fondement" de la "communauté nationale", sont le produit de siècles d'exploitation, le sceau marqué du sang et du feu grâce auquel la bourgeoisie est parvenue à se doter d'une zone privée sur le marché mondial.

"Pour les marxistes il n'existe véritablement aucun critère suffisant pour indiquer où commence et où finit une nation, un peuple et le droit, pour des minorités nationales, à s'ériger en nations... Ni du point de vue de la raison, ni de l'histoire, le conglomérat que représentent les Etats nationaux bourgeois ou les groupes nationaux, ne se justifie. Deux faits seulement animent la charlatanerie académique sur le nationalisme : la langue et le territoire communs, et ces deux éléments ont varié continuellement à travers des guerres et des conquêtes." (Bilan, idem p. 473).

La fausse communauté nationale est le masque de l'exploitation capitaliste, l'alibi de tout capital national pour embaucher ses "citoyens" dans les crimes que sont les guerres impérialistes, la justification pour demander aux ouvriers d'accepter les licenciements, les coupes dans les salaires, etc., "parce que l'économie nationale ne peut pas faire autrement", le prétexte pour les embarquer dans la bataille de la "compétitivité" avec les autres capitalismes nationaux ce qui, avec la même force, les sépare et les monte contre leurs frères de classe des autres pays, les condamne à de nouveaux sacrifices encore plus durs, à la misère et au chômage.

La seule communauté qui soit progressiste aujourd'hui est l'unionification autonome de toute la classe ouvrière. *"Pour que les peuples puissent réellement s'unifier, leurs intérêts doivent être communs. Pour que leurs intérêts soient réellement communs, il est nécessaire d'abolir les rapports de propriété actuels, car ceux-ci conditionnent l'exploitation des peuples entre eux ; l'abolition des rapports de propriété actuels est de l'intérêt exclusif de la classe ouvrière. Elle est aussi la seule qui possède les moyens de le faire. La victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie c'est, en même temps, la victoire sur les conflits nationaux et industriels qui opposent aujourd'hui les divers peuples entre eux."* (Karl Marx : "Discours sur la Pologne", 1847).

La lutte du prolétariat contient en germe la suppression des divisions d'ordre national, ethnique, religieux, linguistique, avec lesquelles le capitalisme -continuant l'oeuvre oppressive des modes de production antérieurs-, a tourmenté l'humanité. Dans le corps commun de la lutte unie pour les intérêts de classe, ces divisions disparaissent de manière naturelle et logique. La base commune ce sont les conditions d'exploitation qui tendent à empirer partout avec la crise mondiale ; l'intérêt commun c'est l'affirmation de ses besoins en tant qu'êtres humains contre les besoins inhumains, toujours plus despotiques, de la marchandise et de l'intérêt national.

Le but du prolétariat, le communisme, c'est-à-dire la communauté humaine mondiale, représente une centralisation et une unité nouvelles de l'humanité, à la hauteur du niveau atteint par les forces productives, capables de leur donner le cadre qui permettra leur vrai développement et leur pleine expansion. C'est l'unité de la centralisation consciente, basée sur les intérêts communs, permise par l'abolition des classes, de l'exploitation salariée et des frontières nationales.

"La communauté apparente que les individus avaient jusqu'alors constituée, prit toujours une existence indépendante vis-à-vis d'eux et, en même temps, du fait qu'elle représentait l'union d'une classe face à une autre, elle représentait non seulement une communauté tout à fait illusoire pour la classe dominée, mais aussi une nouvelle chaîne. Dans la communauté réelle, les individus acquièrent leur liberté simultanément à leur association, grâce à cette association et en elle." (Marx, Engels, *L'idéologie allemande*, 1^{re} partie, "Communisme", Editions Sociales).

Adalen (extraits de la "Revue Internationale" n°62)

(1) Voir dans la *Revue Internationale*, n° 60, "Thèses sur la crise économique et politique dans les pays de l'Est".

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "R.I." ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

Souscriptions :

Nantes :

Permanence du 6 septembre : HV, 450 F.

Réunion publique du 14 septembre : Bacalao, 50 F ; H., 250 F ; AL, 200 F ; DC, 200 F ;

Paris :

C.M, 600 F ; CB, 400 F.

Réunion publique du 21 septembre : P, 30 F ; GP, 200 F ; Isa, 20 F ; CN, 50 F ; Mo, 50 F ; Chr, 50 F ; AV, 20 F ; AL, 50 F ; P4, 100 F ; Gb, 50 F ; L., 100 F ; Jim, 20 F ; A., 15 F ; TP, 20 F ; LL, 10 F.

Toulouse :

Réunion publique du 28 juin : Jo, 200 F ; Lu, 50 F ; CHR, 70 F ; RA, 100 F ; Ric, 50 F.

Réunion publique du 23 août : Lu, 100 F ; Morane, 100 F.

Tours :

Permanence du 12 juillet : GP, 200 F ; BAC, 50 F.

Permanence du 17 août : Bacalao, 50 F ; BR, 50 F.

TOTAL : 3505 F.

SUR LA QUESTION NATIONALE

L'OPPORTUNISME INVETERE DU PCI BORDIGUISTE

La classe ouvrière, sans hésitation, peut reconnaître pour l'une de ses authentiques expressions politiques le groupe qui, par le moyen d'un tract diffusé au début de la guerre du Golfe, fut en mesure de lui dire ceci : "Les travailleurs n'ont rien à gagner et tout à perdre à soutenir les conflits impérialistes. (...) Que la rente pétrolière enrichisse des bourgeois irakiens, koweïtiens ou français ne changera pas le

■ Les camarades du Parti Communiste International (PCI), qui édite le journal "Le Prolétaire" en France, pour avoir ainsi pris position par rapport à ce conflit, se situaient indiscutablement sur le terrain de l'internationalisme prolétarien. Et peu importe, du moins en premier lieu, qu'ils se soient trompés sur l'origine et les causes de la guerre du Golfe (en les rapportant à une simple opération de gangstérisme économique pour la mainmise sur le pétrole koweïtien) puisque, pour l'essentiel, c'est-à-dire dénoncer sans équivoque au prolétariat la guerre impérialiste et ses deux camps belligérants, tout en réaffirmant avec force le principe de l'internationalisme ouvrier, ils se sont comportés en véritables communistes et tout à fait démarqués des voix gauchistes (LCR, LO et Cie) appelant les travailleurs à choisir un camp impérialiste guerrier - celui de l'Irak en l'occurrence - et à se faire trouer la peau au nom du "droit des peuples et des nations" à s'autodéterminer ainsi qu'au titre de la "lutte des nations pauvres contre les nations riches".

Cette position internationaliste, prolétarienne sans discussion possible, "Le Prolétaire" la prononçait clairement de nouveau à l'issue du conflit, dans son numéro de mars-avril-mai 1991 en écrivant ces lignes : *"La paix impérialiste qui suit la guerre impérialiste ne fait que préparer le terrain à de nouvelles guerres qui sont indispensables au capitalisme pour atténuer la pression des contradictions qui le travaillent. (...) La seule perspective véritable, à terme, pour sortir de l'enfer de la paix impérialiste, est la lutte de classe, c'est-à-dire la lutte des prolétaires, des esclaves salariés, contre les capitalistes, la lutte des prolétaires qui reconnaissent partout dans la lutte contre les mêmes conditions de vie et de travail, dans la lutte contre l'exploitation, la possibilité et la nécessité de s'unir, par-delà les différences de nationalités [c'est encore nous qui soulignons], de religions ou de races, dans une lutte internationale contre les bourgeoisies du monde entier."* (Article "Guerre sainte et paix armée.") Une fois encore ici, moins importe que les camarades du PCI n'aient pas saisi les enjeux spécifiques du conflit du Golfe, ni compris le contexte de décomposition de la société capitaliste dans lequel il prit place et résulta pour une grande partie, ni bien su discerner son lien avec l'effondrement de l'empire soviétique, moins compte tout cela, oui, que leur capacité primordiale à montrer aux ouvriers que la fin de cette guerre prélude uniquement à de nouveaux conflits impérialistes ou autres déchirements guerriers ; que la paix est totalement impossible dans le capitalisme.

S'AFFICHER INTERNATIONALISTE NE SUFFIT PAS,...

Le fait que nous possédions le sentiment (légitime à notre avis) d'avoir su forger un meilleur cadre d'analyse pour comprendre la situation complexe d'aujourd'hui que n'en dispose le PCI, loin de nous pousser à une attitude sectaire et de nous faire cultiver l'esprit de chapelle, nous conduit au contraire à saluer la force politique qui, pour le profit de la classe ouvrière, habite toujours cette avant-garde communiste. Notre organisation, qui, comme le groupe du "Prolétaire", est par filiation politique reliée à la grande vague révolutionnaire du prolétariat des années 1917-1923 ainsi qu'à son Internationale Communiste, n'a aucune peine à comprendre d'où provient la solidarité des positions de base du PCI. Mais elle se réjouit de constater que, malgré les importantes déviations opportunistes que la longue époque de contre-révolution, entre 1927 et 1968, a fait subir au courant dit bordiguiste auquel appartiennent les camarades du "Prolétaire", en dépit de la grave crise qu'ils ont connue au début des années 80 du fait de leur opportunisme (et pour lequel ils ont payé une rançon militante très chère), leur PCI ait, au moins jusqu'à présent, préservé un fonds politique prolétarien incontestable et ô combien inestimable parmi le faible cercle des organisations communistes qui affrontent aujourd'hui les énormes difficultés d'une situation que la classe ouvrière n'avait encore jamais rencontrée dans son histoire.

La conscience aiguë que nous avons de cet état de chose historiquement inédit nous fait avec d'autant plus de gravité mesurer les tares opportunistes qui, par malheur, continuent d'altérer l'héritage des positions communistes du PCI. Force nous est faite de dire que l'internationalisme affiché (comme nous l'avons cité plus haut) par les camarades du "Prolétaire" se trouve compromis par les dangereuses positions sur la question nationale qu'ils soutiennent par ailleurs. Et on comprend facilement que, vu le déchaînement des nationalismes auquel on assiste en ce moment du côté des pays de l'Est européen, de l'URSS et de la Yougoslavie en particulier, cette faiblesse du PCI nous préoccupe au plus haut point.

Ainsi, dans un article de la parution d'avant l'été de son organe de presse en France (1), le PCI, après avoir nettement affirmé que la question nationale ne saurait plus ("en général") receler aujourd'hui aucun contenu révolutionnaire, expose néanmoins qu'elle "garde (...) une grande importance car elle est un facteur important de division des prolétaires et donc un obstacle majeur au développement de la lutte de classe". Elle oppose, explique alors le PCI, les prolétariats des pays dominants (opresseurs) à ceux des pays dominés (opprimés). Ce serait donc la raison pour laquelle, selon lui, apparaît "vital que les prolétaires de la nation oppresseuse combattent sans hésitation toutes les oppressions (...) commises par leur bourgeoisie contre les populations de la nation opprimée." Ces prolétaires, poursuit le journal du PCI, "doivent en particulier être partisans du droit sans condition à l'indépendance de la nation opprimée", non pas, prend-on bien le soin de nous répéter, en fonction d'une virtualité progressiste de l'indépendance nationale, mais afin de "démontrer aux prolétaires de cette nation qu'ils ne sont en rien responsables de leur

sort des prolétaires d'Irak, du Koweït ou de France : seule la lutte de classe contre l'exploitation capitaliste peut le faire. Et cette lutte de classe n'est possible qu'en rompant l'union nationale entre les classes [le soulignement vient de notre rédaction] qui impose toujours des sacrifices aux prolétaires, qui les divise par le patriotisme et le racisme avant de les faire se massacrer sur les champs de bataille."

oppression" et parce qu'il est alors "possible d'envisager une union véritable entre les prolétaires des différentes nationalités", (...) "de briser l'union nationale entre les prolétaires et la bourgeoisie de la nationalité opprimée, de montrer à ces prolétaires que le nationalisme ne peut réellement résoudre leurs problèmes."

...IL FAUT L'ETRE JUSQU'AU BOUT

Camarades du "Prolétaire", la position alambiquée que vous définissez là est du pur opportunisme. Le nationalisme que vous répudiez à juste escient d'un côté, vous le réintroduisez en force de l'autre et, comme tous les opportunistes, vous savez dissimuler l'aberration de votre raisonnement trompeusement marxiste sous une préoccupation en elle-même sans conteste prolétarienne, en l'occurrence celle de l'unité des luttes entre les prolétariats des différents pays. Le pas que vous avez franchi théoriquement par rapport aux formulations anciennes de votre parti sur les luttes de libération nationale "révolutionnaires" (qui vous faisaient naguère soutenir le camp des Khmers rouges contre le Vietnam et encore aujourd'hui celui des populations palestiniennes contre Israël et l'impérialisme américain), vous le niez pratiquement en allouant à ces luttes une fonction certes non révolutionnaires mais cependant indispensable, dites-vous, au développement pratique des luttes mondiales du prolétariat. Et vous allez si loin dans ce souci pratique que vous rejoignez de fait les trotskistes et autres gauchistes, en réclamant comme eux que les prolétaires s'opposent "à la répression exercée contre les indépendantistes", s'opposent "par des mouvements de masse, des grèves, etc., à l'envoi de troupes" (...), exigent "le retrait des forces d'occupation, etc." (Article déjà cité.)

Camarades, c'est très grave. Votre "indépendantisme" vous entraîne de fait vers l'abandon du principe internationaliste et son remplacement, quoi que vous en pensiez, par le nationalisme bourgeois. Vous avez justement condamné hier les gauchistes qui essayaient de recruter les ouvriers pour servir de chair à canon à l'impérialisme irakien. Mais allez-vous alors, maintenant, faire cautionner et soutenir par les prolétaires d'Occident l'embrigadement des ouvriers de Georgie, d'Arménie, de Bohême, de Moldavie, de Transylvanie, etc., dans la lutte de "leurs" bourgeoisies nationales contre les nations oppresseuses (pour reprendre votre terminologie) ? Allez-vous consentir que le sang des ouvriers d'une nationalité soit répandu par l'oeuvre de prolétaires d'une autre nationalité (ou race ou ethnie) prétendument au nom de l'intérêt historique de l'unité universelle de la classe ouvrière ? Faire comprendre l'inanité du nationalisme à ce prix là, n'est ce pas une tactique démente et pleine, surtout, de conséquences criminelles ? Camarades, n'irez-vous pas bientôt défendre comme les trotskistes la "juste cause de l'indépendance de populations croate ou slovène" en feignant d'ignorer que derrière les bourgeoisies "opprimées" de Yougoslavie se trouve l'impérialisme allemand et donc, par contrecoup, celui des Etats-Unis, en tant qu'impérialisme rival ? Que cet engrenage ne fait que traduire l'exacerbation à l'échelle mondiale du militarisme dont les ouvriers, de quelque nationalité qu'ils soient, pâtissent déjà et risquent de pâtir de plus en plus en ces années qui viennent ? Serez-vous le complice de leur massacre ? (Voir article page 6.)

Nous vivons, camarades, une époque terrible, sélective. La question nationale aujourd'hui, à l'époque de la décomposition générale du système capitaliste, teste au moins autant que celle de la guerre impérialiste la validité des formations politiques d'avant-garde de la classe ouvrière. Dans un temps qui court désormais contre les intérêts historiques du prolétariat, les inclinations opportunistes auront, si l'on ne sait pas les combattre sans complaisance, des effets impitoyables et définitifs. Ne pensez pas que, disant cela, nous nous plaçons en face de vous pour le plaisir de donner des leçons, non, mais, comptables comme vous des forces communistes que notre classe a secrétées et investis de même que vous par elle de charges, de responsabilités et de devoirs, nous sommes sincèrement inquiets de vous voir irrépressiblement (diraient-ils) dilapider le précieux capital politique que le prolétariat a déposé dans votre PCI et sur lequel, bien qu'il soit désormais bien diminué, il pense pouvoir encore miser. Nous vous y enjoignons avec insistance, camarades du "Prolétaire" : si vous ne vous employez pas d'urgence à mener jusqu'au bout le bilan des raisons théoriques et pratiques qui ont provoqué l'implosion de votre courant il y a quelques dix années et qui sont toujours à la source de l'opportunisme que vous trahissez aujourd'hui sur la question nationale, vous priverez demain le prolétariat d'un de ses atouts politiques et, nous le craignons, vous servirez alors à la bourgeoisie. Internationalistes à 100 % ou suppôts (sous conditions, peut-être, mais suppôts tout de même) des causes nationales, le temps est à présent venu pour vous, qui vous dites révolutionnaires, de trancher une fois pour toutes ce dilemme impossible.

Vous ne parviendrez à le faire que grâce à l'examen critique de l'analyse que l'Internationale Communiste faisait du rôle des luttes d'indépendance, dont vous reprenez d'ailleurs plus la lettre que l'esprit, et que par une franche et systématique confrontation de vos positions avec celles des autres véritables organisations politiques du prolétariat.

Alix

(1) Il s'agit en fait de la copie d'une réponse que "Le Prolétaire" a adressée à l'un de ses lecteurs qui l'invitait à s'expliquer sur sa façon de toute apparence contradictoire de poser la question nationale entre le cas des populations des pays de l'Est et celui des Palestiniens (et autres peuples colonisés).

PUBLICATIONS

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134,BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674-CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALISTE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal;

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien, etc.)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
30 F + 3F pour frais d'envoi
PLATFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi

BROCHURE SUR LA REVOLUTION Russe
15F + 3F pour frais d'envoi.
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (octobre 1988)
10F + 6F pour frais d'envoi.
GUERRE DU GOLFE
15F + 6F pour frais d'envoi.
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
80F + 12F pour frais d'envoi
LA GAUCHE HOLLANDAISE
120F + 12F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

LE STALINISME, C'EST LA NEGATION DU COMMUNISME

La bourgeoisie utilise à l'heure actuelle l'effondrement de l'URSS et du stalinisme pour démontrer que "le communisme a fait faillite de manière irrémédiable", que toute tentative de révolution conduirait inévitablement au chaos et à la banqueroute qui règne dans les pays de l'Est, que le seul système acceptable est, malgré tout, le capitalisme. En identifiant le stalinisme avec le communisme, le marxisme et le mouvement ouvrier, la bourgeoisie vise à nous faire renoncer à notre passé, à la continuité historique des positions de classe que le prolétariat et son avant-garde révolutionnaire ont forgées durant deux siècles de luttes héroïques. Elle cherche à nous faire abhorrer l'unique perspective, le communisme, capable de libérer l'humanité de ce système sans avenir. Contre cette offensive politique déchaînée par le capital, nous devons réaffirmer avec force que :

1) le stalinisme est l'ennemi le plus cynique et le plus féroce du communisme ;

■ Contrairement à ce que cherche à nous faire croire la bourgeoisie, le stalinisme n'a rien à voir avec le communisme. Ce sont deux mondes, deux types de sociétés complètement antagoniques. La doctrine "communiste" des partis et régimes staliniens constitue une révision et une adulation totales des principes et positions du mouvement ouvrier ainsi que de la lutte pour le communisme.

LE COMMUNISME NE PEUT EXISTER QU'A L'ECHELLE MONDIALE. LES REGIMES DE L'EST SE SONT CONSTITUES SUR LE NATIONALISME LE PLUS FEROCÉ

Le communisme ne peut exister qu'à l'échelle mondiale. Le socialisme en un seul pays est impossible. Lorsque Staline proclama en 1926 la "construction du socialisme en Russie", les révolutionnaires de la gauche communiste dénoncèrent cette théorie comme une farce et y virent le signe de l'effondrement de la révolution en Russie et de l'intégration de ce pays dans la chaîne capitaliste mondiale.

En 1847, Engels écrivait : *"La révolution pourra-t-elle se produire dans un seul pays ? Non. La grande industrie, en créant le marché mondial, a déjà rapproché si étroitement les uns des autres les peuples de la terre, et notamment les plus civilisés, que chaque peuple dépend de ce qui se passe chez les autres. Elle a, en outre, uniformisé dans tous les pays civilisés le développement social à tel point que, dans tous ces pays, la bourgeoisie et le prolétariat sont devenus les deux classes décisives de la société, et que la lutte entre ces deux classes est devenue la principale lutte de notre époque. La révolution communiste, par conséquent, ne sera pas une révolution purement nationale ; elle se produira en même temps dans tous les pays civilisés, c'est-à-dire tout au moins en Angleterre, en Amérique, en France et en Allemagne (...). Elle exercera également sur tous les pays du globe une répercussion considérable, et elle transformera complètement et accélérera le cours de leur développement. Elle est une révolution universelle ; elle aura, par conséquent, un terrain universel."* ("Principes du communisme.")

Le marché mondial impose ses lois à tous les pays. Seule la destruction du capitalisme mondial peut permettre l'ouverture d'un processus historique qui conduira au communisme. Pendant ce temps, les pays où la révolution a triomphé ne peuvent être que happés dans le réseau du marché mondial. C'est pour cela que la tâche cruciale du prolétariat de ces pays n'est pas de construire d'illusoires structures communistes, mais d'étendre la révolution au monde entier.

Le communisme est totalement incompatible avec la division du monde en nations, langues, races... Ainsi, la notion même de "nations communistes" est un non-sens total. La société communiste ne peut être que la communauté humaine mondiale.

LE COMMUNISME EXIGE L'ABOLITION DE L'ETAT. LES REGIMES DES PAYS DE L'EST SONT FONDES SUR LA TERREUR ET UN ETAT POLICIER

Le communisme est une société sans classes et donc sans Etat.

La destruction de l'Etat bourgeois dans tous les pays ouvre le processus de transition du capitalisme au communisme. Durant cette période, dans la mesure où se maintiennent encore des classes sociales (bien que la bourgeoisie soit chassée du pouvoir, il existe cependant encore des classes non exploiteuses comme les paysans, les artisans, etc.) et la loi de la valeur, il continue de subsister un semi-Etat qui tente d'éviter l'effondrement de la société sous l'effet de persistants conflits

2) les véritables continuateurs du mouvement révolutionnaire n'ont jamais été les bureaucrates des régimes staliniens ni de leurs supporters occidentaux (les soi-disant partis "communistes" et l'ensemble de l'extrême gauche du capital, notamment trotskistes et maoïstes) mais les groupes de la gauche communiste -de laquelle se réclament le CCI et d'autres courants prolétariens-, qui, à la fin des années 20, menèrent le combat contre la dégénérescence de l'Internationale communiste et contre le stalinisme ;

3) le contenu des principes prolétariens est diamétralement opposé et antagonique aux mensonges staliniens. En republiant aujourd'hui cet article paru dans RI n°191, nous nous arrêtons sur ce dernier point en démontrant, même si brièvement, comment les régimes des pays de l'Est n'ont rien à voir avec le communisme mais constituent en réalité des formes aberrantes du capitalisme.

de classe, avec le danger qu'ils contiennent de restauration du capitalisme.

Cependant, ce semi-Etat est un instrument conservateur auquel le prolétariat ne peut s'identifier. Il doit le contrôler et, en même temps, au fur et à mesure qu'il va libérer la production des entraves de la loi de la valeur et intégrer en son sein les autres couches sociales, il doit affaiblir ce semi-Etat jusqu'à sa complète et totale extinction. Le communisme est la "substitution du gouvernement des hommes par l'administration des choses" (Engels) et, de ce fait, il n'a rien à voir avec les régimes des pays de l'Est, où domine un Etat bureaucratique et policier, ouvertement dictatorial et totalitaire. Avec le triomphe de la contre-révolution stalinienne à partir de la fin des années 20, l'Etat en Russie, loin de s'éteindre, n'a fait au contraire que s'hypertrophier de façon monstrueuse.

Cette tendance de l'Etat russe n'est pas, comme on a toujours cherché à nous le faire croire, une particularité spécifique aux régimes staliniens. C'est une caractéristique générale de tous les pays capitalistes, qu'ils soient "démocratiques" ou "dictatoriaux".

Le capitalisme décadent nécessite le renforcement extrême de l'Etat pour éviter la dislocation totale de la société et pour encadrer le prolétariat. C'est pour cela que l'Etat est un Etat totalitaire, qu'il prenne ou non une apparence "démocratique".

LE COMMUNISME EST LA PLEINE SATISFACTION DES BESOINS HUMAINS. LES REGIMES DES PAYS DE L'EST, C'EST LA PENURIE ET LE RATIONNEMENT

Le communisme, c'est la production massive de biens de consommation pour satisfaire pleinement les besoins matériels des hommes. Il n'a rien à voir avec les régimes fondés sur le développement de l'industrie lourde, sur la production d'armements, sur la destruction de l'environnement et le rationnement draconien qui, au cours des soixante dernières années, ont dévasté les pays de l'Est.

La possibilité de satisfaire pleinement et abondamment les besoins de tous les êtres humains, d'abolir les famines et la pénurie, n'est pas une utopie. Le capitalisme a permis le développement des forces productives à un niveau tel qu'il permet d'atteindre cet objectif, mais la nature de ce système fondé sur le travail salarié et sur la production marchande, conduit justement à son contraire : la faim, le chômage, et la destruction.

Précisément, la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste, celle qui conduit à la crise et à l'holocauste guerrier, n'est pas la sous-production de biens de consommation mais, au contraire, leur excès, leur sur-production. En revanche, comme le signalait Engels, dans la société communiste, "au lieu de créer de la misère, la production au-delà des besoins actuels de la société assurera la satisfaction des besoins de tous et fera apparaître de nouveaux besoins en même temps que les moyens de les satisfaire. Elle sera la condition et la source de nouveaux progrès qu'elle réalisera sans jeter périodiquement, comme c'était le cas jusqu'ici, le trouble dans tout l'ordre social." ("Principes du communisme")

Les régimes des pays de l'Est sont tout le contraire du communisme : ils constituent une forme extrême et aberrante du capitalisme. Ils sont une illustration caricaturale de la nature même du capitalisme décadent : toutes les ressources, toutes les énergies, la technique, la science, sont totalement consacrées à l'armement, c'est-à-dire au gaspillage et à la destruction.

Les grands pays industrialisés d'Occident, dans la mesure où ils sont plus développés, peuvent consacrer une certaine

partie de leurs forces productives à la consommation et au développement de la technologie, ce qui leur permet de dissimuler ce qui est mis à nu dans les pays de l'Est : la subordination radicale de l'économie à la production de guerre et au gaspillage.

LE COMMUNISME, C'EST L'ABOLITION DE L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME

La duperie du stalinisme consiste à faire passer pour du communisme la propriété étatique des moyens de production, laquelle aurait détruit le capitalisme assimilé au capitalisme privé. Mais, comme l'ont démontré Marx et Engels, le capitalisme est avant tout un rapport social de production qui suppose la séparation de l'ouvrier de tout moyen de subsistance et sa soumission, pour pouvoir survivre, au travail salarié, c'est-à-dire au travail consistant à produire pour les propriétaires des moyens de production, qui peuvent être des capitalistes particuliers ou des Etats.

Par ailleurs, les staliniens, de même que les trotskistes, nous ont présenté pendant des décennies la planification centralisée et le monopole étatique du commerce extérieur comme du "communisme". Le capitalisme, à l'échelle nationale, admet une réglementation de l'économie. Dans les pays capitalistes d'Occident, cette planification par l'Etat de la vie économique est omniprésente et, de ce fait, plus efficace et rigoureuse que le système russe de "planification centralisée", où (comme nous l'avons démontré dans différents articles sur l'effondrement actuel du bloc de l'Est), l'Etat central ne contrôle absolument rien.

En réalité, comme l'a affirmé depuis de nombreuses années la gauche communiste, ce contrôle étatique de l'économie est une tendance universelle du capitalisme aussi bien à l'est qu'à l'ouest. La seule différence réside dans le fait qu'à l'ouest le contrôle de l'Etat coexiste avec la bourgeoisie privée et sa domination sur la société ainsi que sur la vie économique s'exerce sous une forme indirecte (manipulation du marché, du crédit, de la monnaie, des impôts, du pouvoir d'achat...), sans qu'il soit nécessaire de recourir à la propriété étatique.

La propriété sociale (et non étatique) est une caractéristique de la société de transition du capitalisme au communisme.

Elle suppose la disposition par l'ensemble de la société, et non par une classe minoritaire s'appuyant sur l'Etat (comme c'est le cas dans les pays de l'Est), de la production sociale. Cela ne peut se réaliser, en premier lieu, qu'à travers le contrôle collectif par l'ensemble de la classe ouvrière de cette production et ce contrôle ne peut s'exercer que par la médiation, non d'un parti ou d'une couche bureaucratique, mais des conseils ouvriers (voir RI n° 190). En second lieu, cet objectif ne peut être atteint que par l'orientation même de la production, qui doit viser à développer massivement les moyens de consommation et à transformer de façon consciente les conditions de vie de l'humanité. Tout cela va complètement à l'encontre du développement de l'industrie lourde, de la production d'armements et du gaspillage qui caractérisent le capitalisme à l'ouest comme à l'est. La planification est un instrument du communisme. Mais il ne s'agit pas de la même planification que celle qui consiste à développer l'économie de guerre pour les besoins du capital national. Il s'agit d'une planification visant à satisfaire les besoins de la communauté humaine entière, à utiliser de façon rationnelle les ressources mondiales et à transformer harmonieusement la nature.

La planification, dans le communisme, est une activité conçue à l'échelle mondiale, consciente, réalisée collectivement et de façon unitaire par toute la population. La "planification", dans le capitalisme, se réalise à l'échelle nationale (et, par conséquent, de façon anarchique et contradictoire selon les différents pays), de manière aveugle dans la mesure où elle est soumise aux impératifs des lois économiques qui régissent le marché mondial. Sa seule fin réside dans la défense des intérêts de chaque bourgeoisie nationale en concurrence avec ses partenaires des autres pays et en contradiction avec les intérêts de ceux qu'elle exploite.

Plus que jamais l'avenir appartient au communisme.

(D'après "Accion proletaria",
organe du CCI en Espagne, n° 89)

NB : Nos positions sur le contenu et les caractéristiques de la société communiste ont été développées dans différents textes :
- "La période de transition du capitalisme au communisme" ;
- Revue Internationale n° 25 : "Russie 1917 et Espagne 1936"
- Revue Internationale n° 29 et 30 : "Critique de Boukharine"
- RI n° 60, 62 63 et 64 : "La perspective du communisme"
- RI n° 190 : "Le prolétariat devra imposer sa dictature pour mener l'humanité à son émancipation".

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie**.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la **dictature du prolétariat** à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont **partout** des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

● Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "lutttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.